

MASSES

1^{er} JUIN
1933

N° 6 MENSUEL

Prix : Un franc

SOMMAIRE

LA TRAGÉDIE DU
PROLETARIAT ALLEMAND
RECIT D'UN TEMOIN

DOSSIER DES
TRAHISONS BOUGEOISES :
MESSIEURS LES
SPIRITUALISTES

VERS UN THEATRE OUVRIER :
DE LA QUALIFICATION

PERSPECTIVES CAPITALISTES

LA COMMUNE DE PARIS

LE PRINTEMPS
AU PAYS NATAL

RECETTES D'URBANISME :
LA VOIE TRIOMPHALE

UNE CONFERENCE DE PLUS...

LIBRES CRITIQUES : VICTOR
BORET EN U.R.S.S. : LE PARADIS
INFERNAL. — DEPOSITION DE
BLANC. — SUR CHARLES
GIDE. — HYDROCENTRALE. —
TSATSA MNINKA. — VILLE
CONQUISE. — VICTOR SERGE.
— PROLETARIAT. — REVUE
DES REVUES



La Tragédie du Proletariat Allemand

40 JP 8858

ADMINISTRATION:
23, rue Mouffetard - PARIS V^e

Directeur : René LEFEUVRE

Abonnements pour 12 n^{os} : France 10 fr., Etranger 13 fr.
Abonnement de soutien : 50 fr. ; de propagande : 20 fr.

Adressez correspondance et mandats à J. Lefeuve, 23, rue
Mouffetard, Paris (5^e).

En nous envoyant votre abonnement, n'oubliez pas de nous
indiquer la date de départ.

Prime aux abonnés

Chaque abonné peut choisir un des livres
suivants :

Le Matérialisme Militant : PLEKHANOV.

Ludwig Feuerbach : ENGELS.

Les hommes du 1905 russe : MICHEL MATVEEV.

Ça, c'est du cinéma : GEORGES ALTMAN.

Le Nuage dans le pantalon : WLADIMIR MAIA-
KOWSKI.

La Ruelle de Moscou : ILYA EHRENBORG.

Lenine à Paris : ALINE.

Copains : CHPILEWSKI.

Paradis américain : EGON ERWIN KISCH.

Le Rosier : HERMYNIA ZUR MULHEN.

Un Notaire Espagnol en Russie : DIEGO HIDALGO.

FAITES-NOUS DES ABONNÉS

Vous pourrez choisir entre 1 livre pour 5 abonnés, 6 numé-
ros de la *Revue Marxiste* pour 12 abonnés, les 5 volumes de
l'Histoire des luttes des Classes, de Max Beer pour 30 abon-
nés.

Dans notre prochain numéro, qui paraîtra le 15 Juin, nous
parlerons de l'exposition de la mission Dakar-Djibouti, au
Musée du Trocadéro, et fixerons une date pour une visite
collective.

NOTRE REPAS MENSUEL

Notre troisième repas mensuel aura lieu le 18 juin. Nous
avons décidé de nous rendre à Chatenay, chez nos amis de
la « Cité Nouvelle », 44, av. Jean-Jaurès. Deux rendez-vous
sont fixés à la Porte d'Orléans au départ de l'autobus F-O
(descendre av. Jean-Jaurès à Châtenay). Le premier à
8 h. 30, le second à 11 h. 30. Nous demandons à nos cama-
rades de s'inscrire pour permettre l'approvisionnement.
Le prix net du repas est de 9 francs. Les camarades qui
le désirent pourront rester dîner.

LEÇONS D'ALLEMAND

Un de nos camarades réfugié désire donner des
leçons d'allemand. Prix modérés. S'adresser à la
Revue.

Nos Groupes d'Études

Tous nos cours ont lieu dans le local des Groupes, 23, rue
Mouffetard (V^e). Métro : Monge et Cardinal Lemoine. —
Autobus : S-Contrescarpe et K-Rue des Ecoles.

ECONOMIE POLITIQUE

Les crises, d'après Karl Marx, le lundi à 20 h. 45.

ETUDES SOCIALES

I. *Méthodes et matériaux de sociologie* :

La sociologie marxiste ;

II. — *Enquêtes* sur les conditions de vie des travailleurs et
leurs réactions psychologiques et politiques.

Le jeudi à 20 h. 45.

CERCLE D'ETUDES ARCHITECTURALES

Le lundi à 20 h. 45

Etude de l'Histoire de l'Urbanisme et de l'évolution de
l'habitation du XVIII^e siècle à nos jours.

NOS CONSULTATIONS JURIDIQUES GRATUITES

Tous les jeudis de 20 h. 30 à 22 heures, consultations
gratuites aux amis de « Masses » : Droit civil et commer-
cial, loyers, droit ouvrier, assurances sociales.

Dictature en Yougo-Slavie

La situation en Yougoslavie est fort inquiétante, et de ce côté
nous pouvons nous attendre à de graves événements. L'idée
yougoslave, vieille d'une centaine d'années, a été détruite : par
la déclaration de Corfou en 1917, par 11 années de parlemen-
tarisme démocratique odieux et le coup de grâce lui a été
donné par l'instauration de la dictature du 6 janvier 1929.
Ainsi nous pouvons affirmer que la nation Yougoslave n'existe
pas. Il existe 3 peuples, les Serbes, les Croates et Slovènes,
divisés par l'évolution historique différente, par la culture
même, par le caractère psychique, et unis seulement dans
la haine contre la dictature. Ainsi le roi, pour imposer l'unité,
a obéi à des intérêts dictés par la bourgeoisie grande-Serbe
et la clique des généraux aventuriers. Le peuple qui supporte
les frais monstrueux de l'entretien de tous ces parasites, est
privé du nécessaire. Il se débat dans une misère noire, aggra-
vée par la crise économique et excédé ; désire ardemment la
révolution, qui le débarrassera de ces oppresseurs et lui per-
mettra enfin de s'organiser et de s'administrer lui-même dans
une union des peuples Sud-Slaves. Le capitalisme français
appuie et défend le centralisme et la dictature yougoslave ;
car cela lui procure des bénéfices appréciables. (Le plus grand
nombre de mines et d'industries sont aux mains des capita-
listes français). La politique française croit trouver dans la
Yougoslavie centraliste et militariste un éventuel appui pour
sa politique extérieure. Il serait curieux de savoir ce que pense
l'Etat-major français sur les forces militaires Yougoslaves.
Nous sommes persuadé que la Yougoslavie ne présente pas une
armée unie et forte, car des émeutes se sont déjà produites
(garnison de Maribor). D'autre part, tous les officiers (sauf
la camarilla des généraux) sont fort mécontents de ce régime
qui depuis 3 ans a arrêté tout avancement et a diminué leurs
traitements.

Sous aucun aspect la dictature Yougoslave ne présente un
intérêt pour la France ; tout au contraire celle-ci se fait haïr
du peuple Yougoslave en subventionnant la dictature.

DOSSIER DES TRAHISONS BOURGEOISES

MESSIEURS LES SPIRITUALISTES

M. Daniel-Rops, entreprenant de définir en quoi con-
siste l'attitude révolutionnaire non-marxiste de la jeunesse
française d'aujourd'hui (1) affecte de croire — ce qui est
grave — ou croit sans affectation — ce qui est encore plus
grave — que la révolution marxiste ne prêche que la vio-
lence matérielle. C'est tellement faux, et même tellement
impudent, qu'il faudrait avoir vraiment du temps à perdre
pour entreprendre de lui démontrer l'évidence, car s'il est
de mauvaise foi, c'est triste, et s'il est de bonne foi, alors,
c'est alarmant.

Combien de fois faudra-t-il répéter aux actuels champions
de l'Esprit que nous avons, non pas autant qu'eux, mais
plus qu'eux, horreur de la violence, car entre la révolution
qui est dans la logique de notre marxisme et la guerre qui
est — dût cette affirmation leur faire supérieurement haus-
ser les épaules — dans la logique de leur spiritualisme
nous préférons choisir de ces deux violences vers lesquelles
le malheur des temps nous accule, la moins infiniment bru-
tale et la moins inutilement barbare. Nous avons horreur
du sang versé, et si l'on voulait établir avec objectivité les-
quels, des matérialistes et des spiritualistes, ont le plus
ensanglanté l'histoire, c'est du côté de ces derniers que le
plateau de la balance retomberait lourdement.

Il existe une culture prolétarienne en formation, laquelle
consiste en un humanisme intégral, débarrassé des sophis-
mes des maîtres. La vérité aujourd'hui est prolétarienne ;
nous disons bien « prolétarienne » et nous précisons « au-
jourd'hui », car dussent messieurs les spiritualistes en voir
leurs cheveux se dresser sur la tête, la vérité change tous
les jours et la seule classe qui la défend est toujours celle
qui, n'ayant aucun privilège à sauvegarder, n'a aucun inté-
rêt à la déformer.

Que messieurs les spiritualistes veuillent bien ne pas
s'en vexer. Si hautes que soient les cimes où ils se sont
réfugiés, ils sont un produit de la crise. Depuis la crise,
les coiffeurs sont devenus accueillants, les restaurateurs
affables, les marchands de nouveautés souriants, et les jeu-
nes bourgeois spiritualistes.

Souvenez-vous un peu de la belle époque des années 1920
à 1930. Sodome et Gomorrhe qui s'étaient attiré le feu du
ciel à force de jouissance et de cupidité, eussent fait figure
auprès de Paris d'une sorte de pensionnat pour demoiselles.
Paris était devenu une Babylone arrogante, une Ninive
sensuelle et cynique. Je n'exagère rien : nous avons vu des
grand-mères de soixante ans, la robe et le cheveu courts,
la dent longue, s'abîmer dans les bras de petits ratés sans
vergonne. Nous avons connu des petits saligauds de dix-
huit ans, sans foi, ni loi, ni éducation, ni rien, gagner à
boursicotter des huit et des dix mille francs par mois. Le
petit cabriolet huit chevaux et la gomina argentine étaient
devenus, avec le cocktail, la poule, l'insolence et le dur
égoïsme, les seuls attributs distinctifs d'une jeunesse avide
et sans scrupules.

Puis, ce fut le feu du ciel... je veux dire : la crise. Alors,
les jeunes gens se mettent à nous parler de l'individu, du
marxisme, du prolétariat, de Paul Valéry et de Goethe. Je
vous demande un peu : Goethe ! Est-ce qu'on en parlait de
Goethe, à l'époque où l'on allait à Nice aussi facilement
que l'on va aujourd'hui à Clamart. Est-ce qu'on en parlait
du prolétariat, « qui gagnait tout ce qu'il voulait » ? (Pen-
sez donc : des quarante, cinquante et jusqu'à soixante francs
par jour). A cette époque, quiconque ne parlait pas d'attri-
ces, de flirts et des derniers perfectionnements des moteurs
Farman passait pour un doux piqué, et si l'on en voyait

un s'évertuer à évoquer un poète, un philosophe, un artiste,
toute la galerie « à la page » s'en tapait bruyamment sur
les cuisses.

Les temps ont changé.

La jeunesse, ou plutôt une certaine jeunesse d'aujour-
d'hui se pose en révolutionnaire. Elle se prétend ni plus
ni moins qu'anti-capitaliste. C'est ce qui s'appelle ne pas
avoir la reconnaissance du ventre. Que le prolétaire s'achar-
ne après le capitalisme pour saper l'immense force inter-
nationale qui l'asservit, c'est dans la règle. Mais que les
jeunes bourgeois, cossus naguère, le prennent maintenant
à partie, sans pitié pour sa pauvre figure calamiteuse et
son anémie chronique, ça a quelque chose de coup de
piéd de l'âne. La jeunesse d'aujourd'hui présente me fait l'effet d'une
petite gourmandine qui aimait son amant à l'époque où il
était tout capitonné de florins et de dollars, et qui le laisse
absolument choir sous prétexte que sans argent, il est
devenu vraiment trop vilain à regarder.

Naguère encore, elle défendait à la fois le Coupon de
rente et la Morale. Aujourd'hui, les destins de la Morale
et du Coupon de rente sont disjoints. Le capitalisme étant
devenu torchon, il convient de ne plus le mélanger avec les
serviettes.

Mais attention, si ces jeunes bourgeois sont des révolu-
tionnaires, ils n'en sont pas pour cela des révoltés. C'est
M. Alexis Redier, leur éditeur lui-même, qui nous l'affirme.
Ils sont, au contraire, de « splendides continuaturs » ; ils
veulent restaurer les « cultes séculaires », ils sont les « fils
aimants de la France éternelle. »

Tout cela est grand, sublime et beau, mais qu'est-ce que
cela signifie exactement ?

**CELA SIGNIFIE TRES EXACTEMENT QUE NOUS
AVONS AFFAIRE A DES FASCISTES, ET A DES FAS-
CISTES A PEINE DEGUISES.** (1) Le Capitalisme fait
faillite, s'écroule de toutes parts. Alors que faire ? Recon-
struire ? Non pas : réagir, purifier, régénérer. Hitler, lui
aussi, régénère, purifie. Il parle, frappe, proscribit, boycotte,
brûle, assomme, lui aussi, au nom de l'Allemagne éter-
nelle. Le spectre du Passé rôde encore, et se propose
comme idole...

Mais le Passé ne donnera pas à manger à cent millions
de chômeurs qui geignent dans l'enfer du monde. M. Da-
niel-Rops nous accuse de faire de la surenchère démagogi-
que lorsque nous dénonçons que la prétendue révolution
spirituelle n'est qu'un masque pour la réaction, décidée à
éviter à tout prix la révolution matérielle inévitable. M.
Daniel-Rops, lui, fait de la surenchère spiritualiste. Et s'il
y en a une qui soit hors de saison, c'est bien cette suren-
chère-là.

Il faut cependant remarquer ceci : Le « révolutionnarisme »
de M. Daniel-Rops et de sa petite troupe de « purs
esprits » de la Revue française diffère essentiellement, à
le bien considérer, de celui de cet autre révolutionnaire
« par en haut », M. Julien Benda. Ce dernier se réfugie
dans l'intemporel et l'éternel, pleure prophétiquement sur
les nations qui mourront de leurs « différences » et de leurs
« distinctions », rêve d'une Europe unifiée à condition, bien
entendu, de ne pas s'occuper de la situation économique,
parce que ce n'est ni éternel, ni distingué. Le point de vue
de nos jeunes messies de l'esprit relève bien plutôt du
mysticisme nationaliste de Barrès et rejoint par le fond

(1) La Revue française donne asile aux articles de l'un
des principaux théoriciens de l'hitlérisme : M. Moeller Van
Den Bruck.

(1) La Revue Française, mai 1933.

— sinon par la forme, qui est en général sobre et sévère — les épilepsies d'un Charles Péguy.

Enraciner de nouveau dans sa terre l'homme que la corruption internationaliste a sourdement travaillé, renouer les entraves sacrées qui l'enchaînent à sa région, à ses croyances, à ses intérêts, à ses morts, on reconnaît là un programme vieux comme Barrès et Paul Déroulède, mais remis au goût du jour, avec une amertume de crise, c'est-à-dire avec force anathèmes contre le capitalisme. Aussi n'est-ce pas tellement des spiritualistes que les jeunes membres de ces groupes voudraient se nommer, que des **Personnalistes**.

L'attitude révolutionnaire dite « personnaliste » consiste à se placer « au-delà du marxisme ». Rien ne semble plus pitoyable à des « personnalistes » que « cette schématisation à laquelle aboutit le marxisme », schématisation qui, selon eux, brime l'individu et le réduit à n'être qu'un rouage de l'immense machine socialiste. Que proposent-ils, par contre : de cultiver les différenciations et les distinctions qui sont, depuis toujours, la source de toutes les guerres. Le moins que l'on puisse dire de tous ces points de vue, c'est qu'ils ne brillent pas précisément par la nouveauté.

Mais quels admirables poètes, quel détachement des contingences, quel dédain de nos misérables disputes. « Pour eux, il y a des questions qui ne se posent plus : le cléricisme, le parlementarisme, le militarisme, de même qu'ils considèrent comme vain de s'intéresser à l'organisation de la production, en dehors de toutes questions spirituelles. » O merveille : avant la crise, ces questions ne se posaient pas encore, et depuis, elles ne se posent plus. Méfions-nous des bons apôtres, le mysticisme et l'escamotage des questions urgentes font chez eux trop bon ménage ensemble.

Pour moi, dont l'imagination me fait voir drôlement les choses, voici comment je me représente la « révolution » personnaliste : une pure madone aux mains de porcelaine, au visage florentin, les yeux levés vers le sommet vaporeux du firmament, mais chaussée de lourds godillots à gendarmes dont elle administre un coup formidable à ceux qui cherchent le moyen de ne plus mourir de faim.

Pour un Jean de Fabresgues, la Sagesse a fait faillite, la Sagesse, c'est-à-dire un certain ascétisme intellectuel et moral par lequel l'homme essaie de s'abstraire des contingences matérielles et des liens charnels qui le retiennent aux étroites particularités de sa vie, afin d'aller à la rencontre de l'Homme intégral, de l'Humanité universelle. Le socialisme en ce sens, est une sagesse, et même une sagesse supérieure, par ceci qu'elle est d'abord bien plantée dans le réel. Nos jeunes aristocrates n'en veulent à aucun prix. Leur modèle n'est point Platon ni Kant, mais Goethe — Goethe dont le spiritualisme fut une véritable concupiscent, épousant les formes du monde, cherchant à jouir des moindres parcelles de la Vie qui éclate en bourgeois, en fleurs, en astres, en poèmes; un orgueil aussi, proclamant qu'« il n'est de destin que pour les êtres d'élite, car ils sont les seuls à pouvoir assumer cette richesse du monde qui nous élève hors des bornes habituelles de l'homme. »

Egoïsme qui, pour prendre des formes sublimes, n'en est pas moins insupportable et attristant : « entre lui et les autres hommes Goethe veut creuser un fossé ». Toute la révolution « personnaliste » essaie de se raconter en cette formule, avec l'œuvre de Goethe pour tabernacle. Toute une classe de jeunes bourgeois inquiets et hautains, pour éviter que la majorité des hommes ne réalisent leur vrai destin, ont décidé, eux, de se donner le destin de Goethe. La question est de savoir si l'on peut, par décret, et en petit comité de rédaction, se donner le génie de Goethe et son destin, et si la masse des humains permettra que durant longtemps toutes ces singeries qui tiennent (en transposant dans le spirituel) du Donquichottisme et de la Tartarinade.

Les « révolutionnaires » de la Revue Française prêchent la révolution aristocratique, laquelle constitue le corollaire de droite d'un anti-démocratie sans merci. « Nous assistons, écrit M. Thierry-Maulnier, sans aucun doute, à la fin d'une certaine démocratie, celle dont l'agonie se prolonge aujourd'hui en France ; celle du bulletin de vote, du règne des orateurs, des crises ministérielles, des comices électoraux. » Surtout, il s'agit d'éviter de tomber dans la médiocrité des hommes quelconques, c'est-à-dire de presque tous les hommes, de ne point se laisser embrigader pour une participation aux cultes qu'on leur propose, et qui sont collectifs, donc « à la mesure du type humain moyen. » Ils revendiquent l'autonomie de leur personnalité, comme un refus de se plier à la loi des fatalités collectives. Il ne s'agit point pour eux de subir le Destin, mais de le faire. Subir le Destin relève d'un mysticisme de la communauté, mais le faire, voilà qui est aristocratique.

Quel est le pays où la révolution aristocratique a le plus de chance de naître et de triompher ? La France. Ainsi, notre jeunesse spiritualiste porte avec elle son messianisme national. Le peuple d'Israël s'était déjà considéré comme l'élu de Dieu, Rome comme l'institutrice et la maîtresse du monde, la France comme la fille aînée de l'Eglise. C'est une question de mission à remplir. Il paraît que la mission actuelle de la France est d'ordre aristocratique. Pourtant, la France fut aussi le « flambeau de la démocratie ». Alors ? N'y a-t-il pas là une contradiction ? Pour M. Thierry-Maulnier, pas du tout. « Plus anciennement démocratisés que d'autres peuples, nous sommes pourtant moins démocrates qu'eux ». La France ne doit plus être « la seconde patrie de tous les adorateurs de la masse », la France doit redevenir la France d'avant 1789.

Bref, il faut que la France clame sa « différence » d'avec le reste du monde », que quelques individus d'élite proclament leur « différences » d'avec le reste de la masse, et qu'un numéro spécial de la Revue Française déclame sur toutes les différences possibles et imaginables, afin de creuser des fossés, d'entr'ouvrir des abîmes et d'empêcher la banale Unité de s'emparer d'un monde en grisaille.

Différencier — au sens le plus fort de ce mot, au sens aristocratique, traditionnaliste et séculaire — différencier le travail et les métiers, différencier les groupements, différencier les institutions et les fonctions, différencier les formes de pensée, différencier les esprits, les âmes, les amours, les haines, semble être l'idéal de cette « jeunesse » qui n'a de jeunesse que le nom, que le Passé obsède, que l'Avenir hante et que les masses horripilent.

La monotonie leur fait peur, car la monotonie, c'est pour eux l'accession du genre humain à un destin plus équitable, la participation proche ou lointaine de tous les hommes à cette dignité véritablement « humaine » qu'ils ne veulent garder que pour eux, comme ils ne voulaient garder que pour eux, aussi, les coupons de rente, du temps où il pouvait encore en être question.

Mais de même qu'il existe une fausse et malveillante compréhension du marxisme, et qui consiste à le montrer comme la haine et l'envie se déchaînant par le monde sous l'étendard de la violence, de même il existe une simpliste acception de l'internationalisme, laquelle prétend nous faire apparaître un monde uniforme, incolore, sans relief, d'une extrémité de la planète à l'autre; alors que l'internationalisme véritable, celui qui tient compte non seulement des faits, mais aussi des destins individuels, laisse au monde sa couleur, sa diversité, et même ses oppositions, et fait de ces oppositions non pas une source de guerres, de mépris aristocratiques et de rancœurs roturières, mais les éléments destinés à être fondus, sans rien perdre pour cela de leur personnalité, dans une harmonie transcendante, libre et universelle.

HENRY-LECONTE.

VERS UN THÉÂTRE OUVRIER

...De la Qualification

Nous avons dit que la combinaison du chœur parlé et de la scène chorale permettrait des spectacles parfaitement équilibrés, ni indigestes, ni sombres.

Nous ajouterons que ces spectacles — quand notre mouvement sera bien outillé avec ses propres éléments et ses propres possibilités — seront les plus efficaces en profondeur, et les plus facilement réalisables.

Une bonne pièce d'esprit révolutionnaire, à forme individualiste, ne sera pas une véritable pièce d'action. Car l'action révolutionnaire est avant tout collective. Elle pourra suggérer la pensée révolutionnaire, mais elle ne dégagera pas cette atmosphère socialiste vivante, elle n'agira pas aussi directement, elle n'entraînera pas avec la force enveloppante d'un spectacle tantôt vif, tantôt lourd, multicolore et multiforme, où la vie même sera substituée au personnage, la collectivité à l'individu.

C'est-à-dire qu'elle remplira strictement son rôle, sans pouvoir s'élever jusqu'à cette manifestation idéale que seule la forme collective permettra au théâtre révolutionnaire.

Et, nécessitant cependant une plus grande aptitude individuelle, elle sera toujours plus difficile à réaliser qu'un spectacle basé, non sur l'effet et la perfection personnels, mais sur la combinaison chorale, qui elle peut s'accommoder de la capacité relative des interprètes.

Ce qu'une troupe d'acteurs aptes à satisfaire aux nécessités d'une interprétation individuelle pourrait réaliser de puissance et d'action révolutionnaires avec une bonne pièce chorale, l'expérience nous le démontrera à la première occasion.

Enfin, rappellerons-nous que le théâtre, d'abord collectif, ne perdit entièrement son caractère initial que sous l'influence significative de la Renaissance, qui marque une date dans l'évolution économique de la société ?...

Le rôle historique du théâtre n'est pas mystérieux. La forme individualiste, propre à la société individualiste disparaîtra. La forme collective propre à une société collective réapparaîtra. Que la classe qui, aujourd'hui lutte avec l'esprit collectif et demain réalisera la *vie collective* même adapte déjà son théâtre à cette loi essentielle, ce n'est pas seulement normal, c'est nécessaire, et d'une prévoyance élémentaire.

L'indigence notoire du répertoire est un fait normal. Il convient moins de s'en lamenter, que de lutter contre son *orientation technique*.

Sauf gymnastique peu commune, et en somme, peu souhaitable, une œuvre dramatique réussie, conçue dans la tradition individualiste restera inutilisable par un ensemble. On ne pourra artificiellement la détourner de sa véritable destination, quelle que soit la qualité de sa construction et la sûreté de son inspiration.

Tandis qu'une œuvre ratée, mais conçue dans l'esprit collectif, peut facilement être redressée et adaptée aux nécessités chorales, même si son auteur ignore lesdites nécessités techniques.

L'essor du théâtre révolutionnaire vers sa forme idéale ne dépend donc pas d'abord de l'éducation technique des auteurs prolétaires — éducation qu'il est sage de prévoir lente. Il dépend plutôt de l'orientation de leur *pensée* et de leur adaptation, parallèlement à la compréhension et au travail même des acteurs-ouvriers. La méconnaissance actuelle de la technique chorale, ne semble donc pas compromettre l'avenir immédiat du théâtre révolutionnaire. Mais si l'on s'habitue à ce péché d'abstention, si l'on ne s'avise pas d'orienter résolument le répertoire vers la technique collective, on rendra de plus en plus difficile la tâche prochaine, et sans heurt, sans s'en apercevoir, on anéantira lentement notre théâtre, ce qui est plus grave que de l'exposer aux intempéries brutales.

Nous n'avons pas de « préjugé » contre la forme individualiste. Nous pensons qu'elle doit disparaître au plus tôt, et que nous ne faisons pas ce qu'il faut pour la rengainer à tout ja-

mais... C'est une aversion froide et raisonnée, exempte de tout sentimentalisme.

Mais à défaut d'aliment sain pour nos acteurs-collectifs, ou à défaut d'acteurs-collectifs quand on a la chance de posséder l'aliment sain, nous ne répugnons pas à jouer une bonne comédie — style théâtre bourgeois — qui fouaillera le capitalisme et contribuera à éveiller dans le prolétariat le sentiment de sa force et de son devenir. A défaut de mieux. Car si on n'atteint pas, ce faisant, la puissance d'impression et d'évocation chorales, au moins fait-on quand même œuvre active, vers le mieux nécessaire.

(Si nous ne pouvions toucher le prolétariat qu'à la messe, nous irions à la messe. Et s'il fallait chanter nous mêmes des litanies, nous le ferions... en ayant soin d'y glisser la dose convenable de contre-poison...)

Mais cela ne doit pas nous faire oublier la partie constructive de notre tâche, partie difficile mais décisive. Et nous ne nous laisserons pas circonvenir par les pis-aller aimables, les opportunités les plus séduisantes.

Le théâtre révolutionnaire, nouveau-né en France, est déjà inquiet, comme pris de vertiges infantiles. Déçu par le biberon choral trop amer, dégoûté par le biberon individuel trop sucré, et ne sachant comment patienter avec l'un ou se contenter de l'autre, il s'accroche à l'un et à l'autre, et ne trouve que la fadeur d'un mélange hybride. Il ne se nourrit pas : il absorbe. Il ne nourrit pas : il bourre. Le moment est venu de passer la manne et le séné...

A l'issue d'une présentation de théâtre révolutionnaire à forme collective (1) un homme de théâtre fort connu s'étonnait devant nous que cette formule n'ait pas fait « l'effet d'un coup de tonnerre dans les milieux révolutionnaires ». C'est probablement parce que la décharge électrique dont nous avons vu la lueur, il y a trois ans, s'est produite au loin, et qu'il faut laisser au bruit de tonnerre le temps de venir jusqu'à nous... Mais ne fermons pas nos oreilles...

Dans cette situation embrouillée, dont la « qualification » est le noeud, essayons donc de voir clair, et prêtons une oreille attentive.

Les troupes d'acteurs-ouvriers, en général, ne sont pas équipées pour satisfaire aux besoins d'une soirée dite artistique : ou bien elles se rassemblent à plusieurs, ou bien elles assurent seulement une partie du programme, ou encore elles complètent l'horaire avec des matériaux de fortune, généralement mauvais. Et comme elles n'ont encore, en dépit de certaines apparences, qu'un sens très vague de la technique collective, l'unité nécessaire d'un spectacle n'est jamais réalisée — ni près de l'être. En outre, l'utilité de la multiplication des groupes entretient le préjugé contre la troupe nombreuse, qui permettrait, par la division du travail, l'élaboration d'un tout unifié. Enfin, même fortes numériquement, les troupes non seulement ne sont pas encore armées pour un travail spécifiquement collectif, mais elles *n'inclinent pas vers ce travail*. (On a mis le chœur en faillite, sans lui consentir un concordat...) Alors, on tourne la difficulté (2) en prônant la « saynète », par exemple — forme plus facile en apparence, et dont la tendance revuiste constitue la plus claire qualité.

Longtemps, les enchaînements resteront les fissures de tous les spectacles. Les interprètes étant le plus souvent tous occupés en scène, le passage d'une pièce à l'autre, d'un sujet à l'autre, et la mise en état scénique sont fatalement laborieux.

(1) Le 25 février, par le groupe « MASSES » à l'Atelier. (Manifestation du Comité d'Olympiade.)

(2) L'aisance avec laquelle on tourne toutes les difficultés force notre respect.

(S' imagine-t-on à quel point les ruptures de rythme d'un spectacle nuisent à son influence ?)

Et voilà la grande question : celle du *temps* à consacrer à la préparation d'un programme. C'est elle qui détermine toute l'orientation de notre théâtre révolutionnaire, et dont dépend et sa structure, et son influence. Elle a pris un tel poids dans le débat, que des énergies parfaitement unies idéologiquement, peuvent d'un coup se séparer en adversaires irréductibles, et par là même *dévier les unes et les autres*. Nous devons donc l'examiner avec soin, mais sans aucune réticence de pensée.

Si l'on excepte des groupes de la fédération du théâtre ouvrier (3) « Octobre » et « Masses » (Prémices) — dont nous examinerons plus loin les contradictions — on n'en trouve guère qui se présentent en public généralement à point. Par contre, les troupes-jamais-prêtes se produisent à tour de gueule. On les voit toujours sur la brèche. C'est à coup sûr un titre de gloire qui leur appartient en propre. Mais elles ressemblent assez à ces soldats de la classe 14 qui, dit-on, se firent tout bonnement débiter en quartiers, pour la civilisation antérieure et postérieure, grâce à leur héroïque impréparation. Le seul avantage de cette méthode néo-malthusienne fut, paraît-il, d'aguerrir les survivants en moins de deux... C'est une conception. Il y en a une autre.

Si l'on écrivait l'histoire du théâtre révolutionnaire en France, on dirait en passant que le groupe « Prémices » se prépara pendant dix-huit mois avant d'aborder le public prolétarien. Et ce fut une victoire. Une victoire telle que le théâtre révolutionnaire naquit dans notre pays, au surlendemain de cette séance où, d'un coup s'étaient imposés, et le chœur parlé — ignoré la veille — et la nécessité d'une qualification — non moins ignorée. Et ne mourut que ce qui devait mourir : la médiocrité en tant que principe. Aucune force vive ne fut atteinte, elles furent toutes régénérées.

Bien sûr, on ne pourrait pas soutenir que les troupes d'acteurs-ouvriers doivent toutes et toujours s'imposer une telle préparation. Parce que le mouvement est lancé. Mais on doit retenir de cette expérience qu'il est indispensable de se préparer, et *inévitabile de le faire dans le temps*, quelles que soient les impatiences.

On peut espérer, aujourd'hui, que tout le monde est d'accord sur l'obligation de qualifier notre théâtre. Or, à moins d'être convaincu qu'on « crée » des puces en jetant de l'acide sulfurique sur la sciure de bois, à moins de croire à la génération spontanée, il ne faut pas attendre que la qualification surgisse de notre fortin d'ignorance, simplement parce qu'elle est désormais inscrite à l'ordre du jour... (Notre mauvais génie nous souffle qu'alors elle est bien près de la tombe. Il n'en faut rien croire. Mais le moment est venu d'ouvrir l'œil.)

Le chœur parlé-nouveauté ne qualifia pas automatiquement le théâtre ouvrier. Toute autre forme chorale ne le qualifiera pas davantage, non plus que ces autres « nouveautés » que sont la saynète, le sketch, la revue, la nature-morte-à-prétentions-grouillantes, etc... Il faut qualifier le chœur comme la saynète (si l'on tient tellement à celle-ci.) Sinon, on continuera la série des abandons où l'une après l'autre disparaîtront successivement toutes les « formes » théâtrales adoptées comme des panacées miraculeuses.

La vie révolutionnaire, spécifiquement mobile, est faite de continuelles recherches, de continuelles expériences. En particulier, le théâtre ouvrier qui n'a aucune racine, et pas encore de tradition, ne peut germer que sur la poussière d'innombrables expériences. Gardons-nous pourtant de la manie de l'expérience pour l'expérience, qui elle, constitue la plus grave perte de temps.

On accorde à la qualité et à l'abondance du répertoire une importance décisive dans la qualification de notre travail. Cela ressemble au coup de pouce du boucher sur la balance, vu de loin...

Que l'importance du répertoire soit grande, nous ne l'ignorons pas. Nous croyons même avoir été des premiers à le dire. Mais il nous paraît assez dangereux de publier avec autorité que la crise de qualité n'est que la crise du répertoire. Car ainsi, on

(3) Nous voudrions bien connaître les autres.



fait passer « en douce » l'originalité, la paresse ou la simple erreur de ne pas vouloir apprendre un peu son métier. Nous chercherons plus loin les raisons de cette obstination. En attendant, permettons-nous un coup d'œil sur quelques faits. Par exemple : nous avons pu voir représenter une pièce d'origine soviétique « La rupture » par les « Blouses bleues de Bobigny ». Cette troupe, dont nous estimons les mérites et qui joue dans le mouvement un rôle important, nous permettra de dire que ce spectacle ne constitue en rien une qualification de notre théâtre. Et ce n'est pas à cause de la qualité du répertoire, mais à cause de la qualité du travail même. Cette pièce, sans représenter le type parfait du théâtre à recommander, est d'assez bonne qualité dramatique et politique. Malgré quelques imprononciations scéniques de la traduction, ses possibilités spectaculaires sont incontestables, et elle est digne du répertoire du théâtre ouvrier. Et pourtant, le résultat est nettement inférieur à ce que les interprètes eux-mêmes en attendaient sans doute... La qualité de l'œuvre n'a pu remplacer la qualité du travail, en dépit de l'effort impuissant des camarades qui la servent. Là, il n'y a pas de mystère...

Par contre, des réalisations dont les textes sont *uniformément médiocres*, comme « Camelot », sketch joué par Pomiès, — « Ça, c'est du théâtre », saynète représentée par Octobre, — « Prospérité », chœur monté par « Masses », etc... ces réalisations constituent des exemples éloquentes de qualification. Le travail, l'adresse scénique, ont pu faire oublier la maladresse ou la pauvreté de l'écriture.

Quant à l'abondance du répertoire, non seulement elle ne résoudrait rien en soi, mais elle aurait, venant trop tôt, l'inconvénient d'inciter un peu plus à la négligence de la préparation, de déterminer une fièvre de production qui irait, aujourd'hui, à l'encontre de la qualification.

Qu'on ne nous fasse dire que ce que nous disons... Cet aperçu ne prétend qu'à mettre en garde contre l'empressement à résoudre en un tournemain le problème ardu de la qualification. Nous pensons que l'importance du travail prime l'importance du texte, et qu'il est urgent de le dire. C'est tout.

Fin page 20.

Roger LEGRIS.

PERSPECTIVES CAPITALISTES

LA BOURGEOISIE FAIT « SA » REVOLUTION

De 1845 à 1870, la grande bourgeoisie industrielle naissante procéda à la capitalisation de l'Europe. Durant un premier cycle, de 1845 à 1848, le jeune capitalisme qui aspire au pouvoir, engage une lutte incessante contre l'aristocratie, la prairie et les propriétaires fonciers. Ces derniers, en maintenant un régime quasi féodal, constituent une entrave au libre développement des forces productives qui prennent un essor chaque jour grandissant. Les inventions de la machine à vapeur, de l'acier fondu et du laminoir font entrevoir aux « industriels » de larges possibilités d'expansion et de profits. De plus la mise au point de la locomotive et la construction des premières lignes de chemin de fer va permettre d'ouvrir de nouveaux débouchés à la production industrielle. Dès lors, le chemin de fer devient le véritable missionnaire du système de production capitaliste à travers l'Europe en premier lieu et le monde par la suite.

Mais pour cela, la bourgeoisie doit exiger l'abolition du monopole féodal avec ses douanes et ses taxes à chaque carrefour économique du pays. Tout le mouvement pour la conquête de la liberté qui a caractérisé la fin du 18^e siècle ne fut en réalité, comme l'a montré Marx, que le reflet idéologique des revendications du capitalisme naissant pour la liberté du commerce. Les entraves corporatives ne correspondaient plus aux besoins de main-d'œuvre des nouvelles manufactures et la production de ces dernières débordait les besoins — capables de payer bien entendu — d'une seule province. Cette « liberté », la bourgeoisie l'exigea par tous les moyens. 1789, 1815, 1830, 1848, nous ont donné l'exemple du seul moyen historique de libération d'une classe opprimée du joug de ses exploités.

1845-1848 fut la Sturm und Drang Période du capitalisme. D'abord en Angleterre, puis en Allemagne et en Autriche, le capitalisme industriel l'emporta définitivement sur la classe des propriétaires fonciers. La liberté du commerce se réalise. Un traité entre l'Angleterre et la France inaugure le règne du libre-échange et apporte la clause de la nation la plus favorisée. A ce moment commence le deuxième cycle de la capitalisation de l'Europe.

A la suite de la guerre de Crimée de 1854-1860, la bourgeoisie industrielle russe s'imposa comme nouveau facteur économique et exigea même du tsar l'abolition du servage. Durant ce même cycle de 1848 à 1870, la bourgeoisie réalisa son unité douanière en Italie et en Allemagne. Grâce au triomphe de la plupart de ses revendications, le capitalisme impétueux transforma le monde à son image.

En vingt ans, de 1840 à 1860, le réseau ferroviaire mondial passa de 7.680 km. à 108.000 km. ; de 1850 à 1870, la production du fer s'éleva de 4,7 millions de tonnes à 12 millions ; le commerce global du Royaume-Uni augmenta de 82 % en l'espace de 11 ans, de 1854 à 1865 et de 1846 à 1866, le chiffre des exportations fut triplé !

Le développement des communications maritimes permit au capital industriel l'ouverture de nouveaux débouchés en Afrique, en Orient, en Extrême-Orient, et surtout en Amérique du Nord où les émigrés européens, débarquant en nombre croissant, contribuèrent à ériger une nouvelle nation bourgeoise à l'image de l'Europe.

Bref, vers 1870, le marché mondial était pleinement constitué.

LA GUERRE DE LA LIBRE-CONCURRENCE EST ENGAGÉE...

Avec l'établissement du marché mondial commence la deuxième période du système capitaliste qui va de 1870 à 1895. C'est l'époque à propos de laquelle il a été donné les appréciations les plus fantaisistes et les plus contradictoires. Tous les économistes bourgeois modernes auxquels se rattachent en l'occurrence les économistes réformistes et révisionnistes du marxisme voient dans les années qui vont du lendemain de la fameuse crise de 1873 à 1895 une période de dépression ou de stagnation. Or, une telle appréciation est en contradiction

flagrante avec les statistiques les plus élémentaires telles que sur le volume de la production, sur le volume et la valeur globale des échanges internationaux, sur le nombre des ouvriers occupés, ainsi que sur le mouvement des salaires réels. Tous ces économistes, Wagemann, Sombart, Aftalion, etc., ont basé leur analyse sur l'unique courbe décroissante des prix, sans toutefois en donner l'explication exacte.

Jusqu'en 1870, l'Angleterre détenait le quasi monopole de la production industrielle et était ainsi la maîtresse du marché mondial. Mais à partir de ce moment surgirent de nouvelles puissances industrielles, l'Amérique, l'Allemagne et la France. Une lutte intense s'engagea alors entre ces pays et l'Angleterre pour la domination du marché mondial. D'autre part, l'Europe occidentale agricole qui occupait dans l'agriculture la même place prépondérante que l'Angleterre dans l'industrie commença à subir les effets désastreux de la concurrence russe et américaine.

Cette double transformation de l'aspect du marché mondial contribua tout d'abord à déclencher la formidable crise économique mondiale de 1873, puis à déterminer la courbe descendante des prix mentionnée précédemment. La libre-concurrence ne commença en effet à influencer le mouvement des prix que lorsque se présentèrent de multiples concurrents de force sensiblement égale sur le marché mondial — ce qui n'avait pas été le cas auparavant. Jusque là l'Angleterre avait pu se faire le champion du libre-échange pour la bonne raison qu'elle n'avait pas de concurrents redoutables.

En fait de dépression, le monde capitaliste de 1870 à 1895 (à l'exception de quelques années, principalement les 5 dernières) connut un réel essor que quelques chiffres suffiront à prouver.

Durant cette période, la valeur du commerce mondial total augmenta de 61 % ; la production industrielle fut quintuplée aux Etats-Unis, plus que doublée en Allemagne ; en Angleterre la progression industrielle fut naturellement ralentie par suite de la concurrence croissante, néanmoins la production augmenta de moitié ; le nombre des ouvriers employés doubla en Allemagne et il n'est pas jusqu'aux salaires réels qui ne suivirent cette progression générale dans tous les pays capitalistes.

Les particularités de cette période ont contribué à transformer d'une manière essentielle la forme de la production capitaliste. Ce phénomène est de la plus grande importance pour l'analyse exacte de la période suivante de l'histoire de la production capitaliste.

Le développement considérable de la production et de l'échange durant cette période provoqua le développement du crédit et amena une concentration des grandes entreprises entre les mains d'un nombre de plus en plus petit de capitalistes. De nombreuses sociétés par actions se formèrent, se substituant aux entreprises privées. La rapide constitution de ces sociétés aux capitaux énormes engendra leur concentration sur un plan encore plus élevé. Les trusts et les cartels, les monopoles artificiels s'opposèrent chaque jour davantage au système de la libre-concurrence dont ils étaient sortis.

Vers 1890, à l'exception de l'Angleterre qui possédait déjà un vaste empire colonial, les grandes puissances capitalistes s'entourèrent de barrières protectionnistes et introduisirent tout un système de taxes protectrices, de tarifs maxima et minima pour lutter contre la libre-concurrence. Il en résulta une double conséquence :

D'une part, la concurrence prit un caractère d'acuité jusqu'alors inconnu, mais sur un plan supérieur. Elle s'exerça non plus entre de petites entreprises individuelles mais entre des trusts et des cartels nationaux et internationaux.

D'autre part, le champ de bataille économique des puissances capitalistes fut transporté hors d'Europe. En effet, celle-ci hérissée de barrières douanières rendait de plus en plus difficiles les échanges des pays capitalistes entre eux. Nous avons là la cause de la dépression qui termina cette période ascendante du capitalisme.

Cette double conséquence mit les différentes puissances capitalistes devant la nécessité d'une nouvelle orientation et

d'une nouvelle organisation. Il s'agit d'entreprendre d'une façon systématique la conquête de nouveaux débouchés, de pays « neufs » où ne domine pas encore le système capitaliste de production. Cette orientation exige l'organisation d'expéditions militaires à la fois pour faire comprendre aux « sauvages » non capitalistes les beautés de la civilisation bourgeoise et pour se défendre éventuellement contre les ambitions des concurrents, bref c'est la course aux armements qui s'organise — les budgets de guerre s'enflent démesurément. Nous abordons ainsi la troisième grande période du développement du capitalisme, celle que l'on a surnommée l'impérialisme.

...ET ABOUTIT A LA GUERRE IMPERIALISTE

Dans cette période nous pouvons distinguer deux phases : l'une allant de 1895 à 1913-14 et la seconde inaugurée par la guerre mondiale et dont nous vivons les dernières années.

D'après l'analyse de la période précédente, nous pouvons donner les caractéristiques suivantes de la première phase de l'impérialisme :

1. — Le système de la libre-concurrence se transforme définitivement en son contraire, la concurrence entre les monopoles internationaux et nationaux.

2. — Le capital industriel fusionne avec le capital bancaire et crée une nouvelle oligarchie capitaliste : le capital financier.

3. — Conquête par les puissances capitalistes des débouchés extra-capitalistes situés en dehors des pays où domine déjà la production capitaliste.

L'expansion impérialiste s'effectua tout d'abord en Afrique dont le partage fut réalisé de 1880 à 1902. Ensuite ce fut le tour de la Chine où les puissances capitalistes possédaient déjà de fortes bases militaires et navales. La Corée et Formose passent entre les mains du Japon, celui-ci et le tsar se partagent la Mandchourie, etc., bref, en 1900 il ne reste plus un seul port de la côte chinoise où la Chine puisse abriter ses propres bateaux sans le consentement des puissances capitalistes ! Les Etats-Unis deviennent les maîtres de la majeure partie de la Polynésie après 1898.

Le pourcentage des exportations vers ces pays « neufs » s'accroît continuellement alors que le commerce entre les pays capitalistes proprement dits diminue relativement. Mais cette expansion ne s'est pas effectuée d'une façon égale. Si nous comparons la richesse nationale des quatre grandes puissances capitalistes : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne et France, entre 1890 et 1912, puis avec 1870, nous avons le tableau suivant (en milliards de dollars) :

	1870	1890	1912
Etats-Unis	30	65	186
Grande-Bretagne	40	53	79
Allemagne	38	49	77
France	33	43	57

Nous constatons en premier lieu que dès 1870, l'Angleterre est rattrapée par trois autres pays capitalistes et ainsi le partage de l'Europe se jouera désormais à quatre. Au cours de cette compétition, les Etats-Unis prennent la tête, bien que suivis de près par ses trois partenaires de la libre-concurrence. Mais durant la première manche (si l'on peut dire) ascendante de l'impérialisme, les Etats-Unis prennent une avance considérable : sa fortune nationale à elle seule dépasse celles réunies de ses trois concurrents ! Néanmoins l'extension yankee ne constitue pas encore une entrave à l'expansion des autres impérialismes, pour cette raison que la lutte ne se déroule pas sur le même terrain. Les Etats-Unis possèdent sur leur propre territoire de vastes débouchés et des réserves quasi inépuisables. Ce qui est plus important et plus grave pour deux d'entre les trois puissances, c'est que l'Allemagne devient une menace grandissante pour l'industrie anglaise. Celle-ci prévoit le moment où elle ne pourra plus soutenir la concurrence allemande : d'autre part, la France qui se trouve maintenant très distancée craint pour ses colonies. Ainsi s'effectuera, suivant une norme économique, un rapprochement entre la France et la Grande-Bretagne afin d'opposer à l'Allemagne un bloc plus fort.

Vers 1912, on peut affirmer que le marché mondial est conquis définitivement et que le partage du monde est effectué entre les différentes puissances capitalistes. La conséquence immédiate de cette situation est que les contradictions in-

ternes du régime de production capitaliste ne peuvent plus être résolues par l'extension du champ extérieur de la production. A ces contradictions internes s'ajoutent « ipso facto » les antagonismes croissants qui surgissent entre les diverses puissances, entre les différents impérialismes. L'antagonisme économique sur le champ extérieur aboutit inévitablement à la lutte politique sur le champ intérieur. Le monde étant complètement partagé, une puissance ne peut étendre son domaine sans empiéter sur celui d'un autre. D'autre part, chaque puissance tendant à instituer un monopole colonial pour préserver ses colonies de la concurrence étrangère, il est clair que seule la force armée pourra modifier un tel état de fait, c'est-à-dire la répartition existante des débouchés.

La guerre des Balkans est comme le prélude du conflit de grande envergure qui ne peut plus manquer d'éclater entre les impérialismes. Puis avec le rétrécissement du champ extérieur de la production diminuent également les intervalles qui séparent les crises cycliques de surproduction relative. Cinq années seulement après la crise de 1901-1902, qui n'eut qu'une faible répercussion en Europe, se déclencha une crise économique mondiale. De 1907 à 1909, la valeur du commerce mondial tomba de 7 %. Une nouvelle crise se préparait déjà quatre ans après quand éclata la guerre mondiale qui allait durer de 1914 à 1918. Le but de cette guerre ressort de ce qui précède. C'était l'unique moyen pour un groupe d'impérialismes de détruire des concurrents menaçants et la seule façon pour ces derniers de s'emparer des débouchés détenus par les premiers. La nécessité de cette guerre ainsi établie pour les uns et pour les autres rend ridicule toute recherche de responsabilités particulières nationales.

Cette guerre marquera la fin de la période ascendante de l'impérialisme et aussi l'apogée du système de production capitaliste tout entier. Par contre elle inaugurera la phase dernière de ce système, celle de la crise générale.

AUJOURD'HUI BOURGEOISIE = CHOMAGE, FAMINE, GUERRE

Quelle solution la guerre a-t-elle apporté à la contradiction fondamentale du capitalisme entre l'extension de la production, le développement inouï des forces productives et le continu rétrécissement relatif des débouchés, du marché mondial ?

On a prétendu d'autre part que la guerre a détrompé les capitalistes, qu'elle ne leur a servi en rien, qu'elle ne leur fut pas profitable. Qu'en est-il au juste ? Les capitalistes auraient-ils vraiment déclenché cette guerre si elle ne devait pas apporter une solution capitaliste quelconque à la catastrophe imminente qui les menaçait dès 1913-14 ?

Quelle fut donc la solution capitaliste apportée par la guerre ?

Nous savons que le système capitaliste de production a pu surmonter ses crises cycliques de deux façons, utilisant tantôt les deux à la fois, tantôt l'une, ou seulement l'autre suivant les cas. Ces deux grands moyens généraux, Marx nous les indique déjà dans son « Manifeste communiste » de 1847 : « Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ses crises ? D'un côté par la destruction forcée d'une masse de forces productives ; de l'autre par la conquête de nouveaux marchés » et l'exploitation plus approfondie des anciens. »

La guerre de 1914-18 a-t-elle permis aux capitalistes de conquérir de nouveaux débouchés ? Non ! au contraire. Le monde était déjà avant le déclenchement de cette guerre pratiquement et complètement partagé entre les diverses puissances capitalistes. Il ne se produisit qu'un déplacement des forces en présence. Quelques parts s'accroissent mais uniquement au détriment des autres. Les vainqueurs arrondirent leur butin aux dépens de celui détenu par les vaincus, car le gâteau lui-même n'était pas devenu plus grand.

En outre, les nécessités techniques de la guerre provoquèrent l'industrialisation de toute une série de petits pays de l'Europe centrale (Pologne, Roumanie, Autriche, Serbie, etc.), puis de certaines sphères limitées de production dans les colonies et semi-colonies (Indes, etc.), et enfin du Japon. Or, dans les années qui suivirent la guerre tous ces pays ou nouvelles sphères de production industrialisés s'affirmèrent comme de nouveaux concurrents au lieu d'acheteurs qu'ils étaient auparavant. Il y avait donc maintenant un nombre accru de prétendants au partage d'un marché mondial rétréci !

D'autre part, la guerre mondiale servit de catalyseur aux forces révolutionnaires de la Russie tsariste. Celles-ci com-

mencèrent par renverser le tsar en février 1917, puis remirent progressivement tout le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière russe, en octobre de la même année. La création révolutionnaire d'un premier état prolétarien dans un pays tel que la Russie, ouvrant 1/6 du globe, contribua également quelque peu (!) à rétrécir le marché mondial, par le fait de l'institution du monopole du commerce extérieur. De même l'apparition d'un monde socialiste s'opposant irréductiblement au vieux monde capitaliste eut pour autre conséquence d'accroître les contradictions spécifiques du système capitaliste.

Ainsi en ce qui concerne l'extension éventuelle du marché mondial, la guerre s'est démontrée inopérante, de plus elle n'a fait dans ce domaine qu'augmenter les antagonismes existant déjà, et en créer de nouveaux.

Examinons maintenant l'autre solution, la voie destructive. Là, la guerre a pleinement réussi. C'était en effet la seule issue qui s'offrait encore aux capitalistes dès 1912-13 ; c'était uniquement en détruisant une quantité colossale de moyens de production et de forces de travail, en un mot de forces productives que le système capitaliste pouvait non pas échapper définitivement à la catastrophe, mais du moins la retarder. L'antagonisme fondamental entre la production devenue sociale et l'appropriation demeurée privée ne pouvait plus être atténué par un élargissement de la consommation, de l'appropriation, mais uniquement par la destruction d'une grande partie de la production sociale. Mais cela signifie aussi que ce système est devenu incapable de développer parallèlement la production et la consommation de la société, par conséquent de développer et amplifier ses propres moyens d'existence : production progressive de plus-value par l'exploitation accrue de la force de travail de l'ouvrier produisant une quantité croissante de marchandises. Cela signifie que la bourgeoisie « ne peut plus régner, parce qu'elle ne peut plus assurer à son esclave même une existence compatible avec son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie est désormais incompatible avec celle de la société. » (Manifeste).

Tels sont les nouveaux phénomènes économiques qui constituent la base matérielle de la crise générale de tout le système capitaliste et la guerre mondiale de 1914-18 en a donc été la première manifestation.

Nous abordons maintenant la deuxième phase de l'impérialisme, celle de la crise générale du capitalisme. Comment cette crise va-t-elle se développer ? Quelle sera son influence sur la marche générale de la production ?

La fin de la guerre posa le problème du réajustement de la production à de nouveaux besoins un peu moins meurtriers et destructifs. Les gros magnats purent réadapter assez facilement leurs moyens de production et surtout très rapidement tandis que l'ensemble de la production, petite et moyenne dont l'existence avait été uniquement assurée par les besoins de la guerre, était précipitée dans une crise retentissante. Celle-ci s'étendit au monde entier et dura plus d'un an, de 1921 à 1922. Une fois cette adaptation violemment rétablie, le capitalisme songea à reconstruire ce qu'il avait anéanti aux frais bien entendu des larges masses qui payèrent de leur argent et de leur peau. Ce fut la période de « stabilisation relative », de 1922 à 1929, coupée à des moments différents suivant les pays par des crises monétaires plus ou moins profondes : telle la fameuse période d'inflation en Allemagne, celle qui se termina par le franc à quatre sous en France, etc., jusqu'à celle qui déclancha le krach de Wall Street en automne 1929 et qui inaugura la crise économique mondiale actuelle. Le pronostic de Marx se vérifia une fois de plus ; il ajoutait après la première citation que nous avons donné du Manifeste : « A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. » La crise qui se déclancha en automne 1929 devint en effet rapidement mondiale et prit un caractère inédit de gravité. C'est à peine si aujourd'hui, après 45 mois de crise, il est question d'en avoir atteint le plafond !

LE PROLETARIAT DOIT FAIRE « SA » REVOLUTION

Toute notre analyse précédente doit nous permettre de trouver les raisons principales de la gravité exceptionnelle de cette crise et ses causes. Nous pouvons établir trois catégories de faits principaux :

1. — Situation de crise générale du système de production capitaliste ;

2. — Modifications essentielles apportées par la guerre dans la répartition et le rapport des forces économiques ;

3. — Causes générales des crises de surproduction relative dans la phase impérialiste du capitalisme.

1. — L'existence de la crise générale du capitalisme confère un caractère particulier à la période de prospérité relative qui a précédé la crise actuelle. Cette période de prospérité ne s'apparente en aucune façon à celles qui ont existé auparavant ; elle ne fut pas le résultat d'un nouveau progrès du développement de la production capitaliste. La prospérité relative de 1922-1929 fut créée artificiellement, elle fut rendue possible grâce à la destruction systématique et massive d'une quantité formidable de forces productives durant quatre années de guerre.

Inévitablement le même problème devait se reposer au bout d'un laps de temps plus ou moins long ; les mêmes contradictions devaient surgir à nouveau, et prendre un caractère encore plus aigu.

2. — La guerre a eu pour effet d'accélérer l'industrialisation d'un certain nombre de pays qui ne figuraient pas comme concurrents importants avant la guerre. De ce fait la concurrence est devenue encore plus âpre et la surproduction relative des marchandises s'est affirmée plus colossale et plus rapidement que dans les étapes précédentes. Il en a été de même pour la production agricole ; à la faveur de la guerre les pays agricoles de l'Europe centrale avaient pu développer indéfiniment leur production sans craindre la concurrence américaine. Au lendemain de la guerre, ces pays se trouvèrent en état de ravitailler toute l'Europe principalement en blé, mais la concurrence américaine se fit immédiatement sentir ; la lutte s'engagea entre les pays agricoles de l'Europe centrale et l'Amérique du nord. Le résultat fut désastreux pour les premiers : les prix dégringolèrent d'une façon vertigineuse, la surproduction s'établit d'une manière chronique. Il y a quelque temps, le blé était vendu moins cher que la sciure de bois !

3. — Outre ces raisons fondamentales et occasionnelles, la crise cyclique actuelle a été provoquée par les causes générales des crises de surproduction relative à l'époque impérialiste. Ces causes sont déterminées par la contradiction nouvelle entre une forme de production généralisée, sociale et un mode d'appropriation privée, antagoniste. Toutes ces expériences de cartels, de trusts, en un mot de direction de la production « ne sont possibles que si la situation économique est relativement favorable. La première perturbation les réduira à néant et démontrera que, bien que la production ait besoin d'être réglementée, ce n'est assurément pas la classe capitaliste qui est appelée à le faire. » (Engels, note au Capital, tome IX, p. 205.)

Nous pouvons donc constater que la crise générale du système capitaliste ne se déroule pas suivant une courbe descendante continue ; elle est au contraire coupée de hauts et de bas. De même que le développement du capitalisme ne s'était pas effectué d'une façon égale, son déclin s'effectue inégalement suivant les différents pays impérialistes. La question nouvelle qui se pose est celle-ci : quelle peut-être l'issue de la crise cyclique actuelle dans cette période de crise générale du capitalisme ? Il est permis d'affirmer, qu'elle ne saurait céder la place à une nouvelle ère de prospérité même relative comme celle de 1922-1928-29. Nous avons déjà montré que la seule solution capitaliste possible dans la dernière phase du capitalisme ne pouvait être qu'une solution négative, c'est-à-dire destructive. Or la destruction des forces productives réalisée durant la dernière crise dont nous ne connaissons pas encore la fin, si grande soit-elle ne saurait être comparée à celle produite par la dernière guerre mondiale ; elle ne pourra donc pas donner lieu à la même reprise relative. C'est pourquoi nous affirmons que la seule issue capitaliste à la crise actuelle est à nouveau la guerre impérialiste. Le même problème, encore plus contradictoire, plus difficile à résoudre qu'en 1914, se pose au monde capitaliste. Vis-à-vis d'une surproduction chronique les impérialistes ne disposent que d'un marché mondial toujours plus restreint, pour s'en sortir, pour accroître son marché, il n'est d'autre moyen pour chaque impérialisme que la guerre, la guerre impérialiste.

Une autre constatation s'impose également à nous à propos de la crise générale du capitalisme : le capitalisme ne saurait disparaître de lui-même. Si la bourgeoisie a effectivement « forgé les armes qui la mettront à mort », ce n'est assurément pas elle qui les maniera contre elle-même ; la réside précisément le rôle révolutionnaire du prolétariat, car ce sont les prolétaires qui sont appelés à retourner ces armes contre la bourgeoisie.

LEON LIMON.

Nous sommes arrivés à Berlin, le premier jour de novembre. — Il faut habiter le « Westen », c'est le quartier le plus agréable pour les étrangers, nous disaient, à Paris, quelques connaisseurs de Berlin. Mais nous choisismes la « Alexander Platz », centre de vie bouillante, chauffée par l'anxiété des jeunes chômeurs berlinois.

Les rues sont pleines. Pleines de cris, pleines de monde. Première surprise : sur le trottoir, des jeunes gens ou des jeunes filles agitent de grosses tirelires en tôle, faisant danser les sous dedans.

— Donnez pour la campagne électorale du « Parti Communiste »...

Et, tout de suite, une autre voix à côté :

— Donnez pour la campagne électorale du « Parti National Socialiste »... (nazi).

Nous restons un long moment à les regarder.

Il est certain que les quêteurs ne sont pas seuls. Il est certain que chacun se sent protégé par quelques copains. Mais ça ne se voit pas. On ne voit que cette chose extraordinaire : l'un à côté de l'autre, l'un en face de l'autre, militants communistes et hommes d'assaut nazis quêtent pour leur parti, se regardant parfois avec haine, mais sans se quereller. Nous sommes sous la trêve politique. Cette discipline allemande !...

Les élections ont été fixées pour le 6 et Berlin pavoise. On accroche sur sa fenêtre, avec le drapeau, son opinion politique. Dans les quartiers bourgeois domine le noir-blanc-rouge de l'Allemagne impériale, et domine même sur la croix gammée des nazis. Dans les quartiers ouvriers, les drapeaux forment une ligne rouge homogène sur les façades grises. Rouge est le drapeau des trois partis qui se disputent la classe ouvrière allemande. Le cercle blanc avec la noire croix gammée au centre dit, sur la toile rouge, qu'il appartient aux hitlériens et porte le numéro « 1 ». Le parti nazi est le premier parti d'Allemagne par le nombre de ses voix. Les trois flèches du « Front de Fer » et le numéro « 2 » sont marqués sur le drapeau rouge des social-démocrates. La faucille et le marteau et le « 3 » signalent les fenêtres communistes. Les mots : « Votez pour la liste « 1 »... « Votez pour la liste « 3 »... inscrits sur les drapeaux lancent leur appel aux passants.

La passion politique domine la rue. Partout, on cause. Des petits groupes se forment dans tous les coins. Les cyclistes arrêtent leurs vélos. Des femmes, jeunes et vieilles, se mêlent aux discussions. Chacun porte, à la boutonnière, le signe distinctif de son parti. On tâche de convaincre, on apporte des arguments, on a des accusations pour les chefs, on ménage la masse. Le ton monte, tous veulent, à la fois, dire les mille choses qu'ils savent du parti contraire, les mots deviennent durs, mais il n'y a pas de bagarres. On vit la trêve politique. Toute altération de l'ordre est sévèrement punie. On serre les poings dans les poches, on discute. L'arrivée du schupo met fin à la réunion.

La grève des transports a éclaté à Berlin. Tous les moyens de communication appartenant à la B. F. G. sont arrêtés. Les trams, les autobus, le métro restent dans leurs gares. La grève a été décidée par une grande majorité du personnel. Mais il manquait environ cent cinquante voix pour atteindre les trois quarts qu'exige la loi avant de considérer une grève comme légale. Alors, les syndicats réformistes n'ont pas approuvé la grève...

Nous demandons à un social-démocrate :

— Comment se fait-il que la direction de vos syndicats n'approuve pas une grève décidée par une si écrasante majorité du personnel ? Environ 16.000 ouvriers sur 22.000 ont voté pour elle ?

— Vous ne pouvez pas comprendre, parce que vous ne connaissez pas les lois allemandes. Ici, en Allemagne, nous avons une loi qui permet au gouvernement de saisir la caisse syndicale quand une grève n'est pas strictement approuvée par les trois quarts des voix. Il faut les trois quarts, juste les trois quarts, pas une voix ne doit manquer... Vous savez, nous avons une loi...

Mais le Berlin ouvrier a aussi une loi, la solidarité prolétarienne.

Les stations du métro restent fermées, pas un tram, pas un autobus ne sort dans la rue le premier jour. Les vélos sont par milliers sur le pavé. La grève est unanime.

Un jour, deux jours, trois... Les syndicats réformistes passifs sabotent le mouvement. Les élections déjà passées, les chefs nazis commencent à négocier et lâchent la grève. Il faut rentrer. Et on rentre. Deux mille ouvriers, les plus actifs, les plus conscients sont congédiés. La Compagnie ne veut plus d'eux. Mais la grève a semé la peur dans les rangs de la bourgeoisie. La classe ouvrière allemande paraît reprendre sa volonté de lutte...

LA TRAGÉDIE DU PROLÉTARIAT ALLEMAND

TRIBUNE
: LIBRE :

Notes rapides
d'un témoin

Jour des élections. Nous le passerons dans les quartiers ouvriers. Le matin à Wedding. C'est la première fois que nous allons à Wedding. On s'attendait à voir des ruelles étroites, nous trouvons de larges avenues asphaltées, beaucoup de balcons, des petits jardins devant les grandes maisons à quatre et cinq étages. Wedding est pourtant le quartier des barricades. Wedding est la forteresse communiste, à Berlin. De ces gentils petits balcons, les nazis ont reçu des fleurs. (Très souvent — dit-on — les fleurs étaient accompagnées des lourds pots où elles poussaient, et les nazis se fâchaient...). A Wedding, ceux-ci ne l'avaient pas facile.

Les drapeaux sont rouges. Dans le nouveau Wedding plein de claires maisons modernes on voit des croix gammées. Ce sont des maisons habitées par des employés, par des petits bourgeois. Dans le vieux Wedding dominent la faucille et le marteau.

Parfois, au milieu d'une façade ou d'une rue qui ne porte que des croix gammées, se détache le numéro « 3 » de la liste communiste. Parfois, ce sont les trois flèches. Ailleurs, c'est une croix gammée qui ose vivre entre les drapeaux communistes.

Comment s'expliquer ce spectacle dans une atmosphère. Est-ce que ces militants, communistes, socialistes ou nazis, ont une valeur personnelle si extraordinaire ? Nous croyons qu'il y avait là quelque chose de plus profond. Nous croyons que, le 6 novembre, existait en Allemagne un équilibre de forces et que chaque militant le sentait ainsi. On avait un fort parti derrière soi et la victoire n'appartenait définitivement à personne. L'avenir était pour chacun.

A la porte des brasseries où l'on vote se tiennent, vivantes colonnes d'affiches, des hommes portant une pancarte sur la poitrine : « Liste 3 »... « Liste 5 »... « Liste 1 »...

Les votants arrivent, passent par le local où l'on boit de la bière et vont déposer leur vote dans la chambre à côté.

La tranquillité est parfaite. On ne voit pas beaucoup de nazis à Wedding. Un groupe de six, portant l'uniforme, passe près d'un local « Reichsbanner » (Bannière d'Empire). Les jeunes reichsbanner, aussi en uniforme, qui sont à la porte, taquent les hitlériens :

— Eh !... les héros, faut pas courir comme ça. C'est votre chef qui vous attend ?... Venez donc... on a quelque chose pour vous...

* * *

Les nazis ne répondent pas. Les communistes gagnent 700.000 voix. Les social-démocrates en perdent 700.000. Les nazis en perdent 2.000.000.

Le « Vorwaerts » commente la défaite hitlérienne !
« VOILA DIX ANS QUE

NOUS AVONS PREVU LA FAILLITE DU NATIONAL-SOCIALISME, NOIR SUR BLANC, NOUS L'AVONS ECRIT SUR NOTRE JOURNAL !... »

La « Rote Fahne » fête le triomphe communiste et annonce que le nazisme commence à se désagréger. « Partout, il y a des S. A. qui désertent les files du hitlérisme et se mettent sous le drapeau communiste. On commence à désavouer Hitler dans son propre mouvement. »

Le mécontentement qui se signala dans le Parti communiste après sa défaite aux élections présidentielles s'apaisait maintenant, à nouveau.

Le gouvernement sort complètement vaincu de ces élections. En ce sens que celles-ci ont montré de nouveau sa très faible base sociale ; et il s'ensuit une longue crise qui finit avec la chute de von Papen et l'avènement de Schleicher.

La « Rote Fahne », rappelant la grève de la B. V. G., interprète comme ceci les faits : « L'OFFENSIVE DU PROLETARIAT FAIT TOMBER VON PAPEN ! »

Ce qui n'était pas vrai à deux points de vue :

Le Proletariat, dans son ensemble, était et resta jusqu'à la fin sur la défensive, quoique la grève du trafic à Berlin ait montré un regain de combativité.

A la faveur de cette passivité générale du prolétariat, les fractions de la bourgeoisie se donnaient tout leur temps pour se disputer le pouvoir et, avec la montée de Schleicher, la grosse bourgeoisie terrienne était vaincue provisoirement.

* * *

On vit encore sous la trêve politique et la Noël approche. L'ouvrier berlinois ne veut pas avoir faim le jour de Noël, il veut que ses gosses soient gais ce jour-là, il veut avoir son arbre de Noël garni et allumé, et l'arbre doit être un vrai petit sapin.

— Notre diner de Noël ne sera pas très riche, dit frau Müller. J'ai acheté de la viande. On aura un petit rôti de veau. Mais l'arbre, oh ! l'arbre sera épatant.

Le mari de frau Müller chôme depuis plus de deux ans. Ils vivent avec une allocation de chômage de 360 francs par mois. Leur nourriture quotidienne est composée de pommes de terre à la margarine, quelques tranches de saucisson et un peu de légumes secs.

L'arbre de Noël n'est plus, pour frau Müller, affaire de religion. Il représente dans sa vie, comme dans la vie des millions de chômeurs allemands, un besoin d'espoir. Il rappelle le « bon vieux temps », quand on travaillait, quand on gagnait un salaire.

L'hiver est là. Les suicides augmentent. Le tuyau de gaz résout vite les problèmes.



BOIS GRAVE DE FRANS MASEREEL

Les cours se remplissent de chanteurs, de danseurs, d'acrobatas. Parfois, ce sont des cirques qui viennent : un poney maigre et poilu et quelques chiens, pas trop savants. Les sous tombent, rares. Ce sont presque tous des chômeurs qui habitent sur la cour...

Dans les rues, c'est le petit commerce. On vend des lacets, des boutons, des jouets, des bonbons. Dans ce coin deux jeunes chômeurs font admirer une cathédrale, haute de 2 m. 80, qu'ils ont construite en bois. Plus loin, c'est le « Do. X » avion fait avec des allumettes en une année de chômage. Et une petite maison en bois posée sur deux bicyclettes.

On parle de l'hiver. Le gouvernement ne dit rien encore du secours d'hiver. Le Parti Communiste lance le mot d'ordre : « Du charbon et des pommes de terre. Ouvrez les dépôts, distribuez les stocks au peuple ».

Petites manifestations dans les quartiers ouvriers. Le nouvel an commence avec cinq ouvriers assassinés par les nazis.

* * *

Fin de la trêve politique. Le P. C. organise une manifestation pour le 4 janvier au Lust Garten : « Le Berlin rouge viendra en masse le 4 janvier ».

C'est un jour de pluie. Les ouvriers viennent des quartiers les plus éloignés. Des femmes, des enfants, des jeunes, des vieux, ils marchent tous, calmes, sérieux, l'allure décidée. Il pleut. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de manteau.

Le discours prononcé par Florin est fait selon le cliché habituel : « Montrez à Schleicher combien nous sommes. Il veut l'illégalité pour le P.C.A. ?... Le Berlin ouvrier saura lui répondre... Regardez la Russie !... Là-bas, pas de chômage... etc... »

La masse écoute silencieuse. Elle attend une perspective, un chemin. Elle est partie les mains vides.

Le 15 janvier le P.C. appelle les ouvriers à la tombe de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Les conseillers social-démocrates de Lichtemberg où se trouve le cimetière, ont fait voter l'interdiction de défilé devant les tombes. Seule, une délégation de porte-drapeaux pourrait le faire. Les social-démocrates trouvent que la manifestation devant la tombe de Karl et Rosa dérange les autres visiteurs et lèse leurs droits...

Le P.C. dénonce cette canaillerie, appelle les ouvriers socialistes à manifester contre leurs chefs, mais reste comme toujours, seul.

On décide que les colonnes se rassembleront à la Wagner Platz pour écouter les orateurs. Le cortège des porte-drapeaux se formera là même pour aller au cimetière.

Le 15 est un jour glacial. Le thermomètre accuse 16 degrés sous zéro. Les trottoirs sont pleins de monde. Les colonnes communistes avancent au milieu de la large Franfurter Allee. La discipline est parfaite. Une formation avec ses chefs, avec ses cadres, se détache comme un corps articulé parmi la masse qui marche à son côté. Les chansons montent puissantes. Leur rythme lent scande la marche. Elles grimpent vers les fenêtres des maisons prolétariennes et les fenêtres s'ouvrent. Toutes les fenêtres sont ouvertes sur la Franfurter Allee. Les refrains s'obstinent dans l'espoir : « Wir siegen trotz Hass und Verbot ».

Le vent froid porte très loin la musique claire des fifres. Les tambours couvrent la marche. Les rues sont de plus en plus pleines. On chante la chanson de « Spartacus ». Les drapeaux sont comme des voiles rouges. De temps en temps le clairon lance un long appel. Des colonnes, des trottoirs, des fenêtres, vient la réponse : « Rot Front !... », dite par milliers de voix. C'est comme une alerte, comme un serment souligné par les poings qui se lèvent. Au loin, des ouvriers isolés, hommes et femmes, répondent aussi « Rot Front » !... C'est un peu théâtral, mais c'est fort, impressionnant.

Arrivés à la Wagner Platz, les porte-drapeaux et les délégations commencent à former le cortège.

On attend les orateurs. Le froid devient insupportable. On ne peut pas rester sans bouger. La Croix-Rouge a déjà dû intervenir trois fois. Il fait trop froid, les vêtements sont trop légers, l'allocation de chômage ne permet pas de manger à sa faim, on vient de loin, on est parti avec une tasse d'eau chaude colorée de café et une maigre tartine. De magnifiques garçons tombent par terre évanouis. C'est la faim, c'est le froid.

Le cortège des drapeaux part vers le cimetière. Cent, deux cents, mille drapeaux rouges se gonflent au vent. Vers un horizon rayé de cheminées de fabrique, sur le pavé de la ville ouvrière, marche, glisse un fleuve de drapeaux rouges, gronde une tempête de chansons rouges.



La clique chassée par la montée de Schleicher-Papen et ses amis, industrie lourde, bourgeoisie terrienne, revient mais cette fois accompagnée d'Hitler et Hugenberg.

Schleicher a contre Hitler une grosse carte à jouer : le Reichstag. Si au Reichstag les nazis refusent leur appui au gouvernement, celui-ci appellera à de nouvelles élections. Hitler craint de nouvelles élections. Il a de sérieuses difficultés au sein de son parti. Strasser vient de l'abandonner, les sections d'assaut ne sont pas contentes. Le prestige du « Führer » en souffre. Le « Führer » a besoin de rafraîchir ses lauriers et de montrer, face à Schleicher qui veut s'entendre avec Leipart, que lui, et lui seul est capable de mater la classe ouvrière révolutionnaire. Leur coup d'Etat nécessite une reconnaissance du terrain : qu'est-ce que répondra le prolétariat, et jusqu'où ? Et par surcroît s'il y a une réponse sanglante, voilà l'occasion de jeter le Parti communiste dans l'illégalité, de réaliser la menace de Schleicher.

Et un jour, les ouvriers de Berlin lisent sur la première page des journaux cette chose incroyable : « LES NAZIS SE RASSEMBLERONT A LA BULOW PLATZ... LES NAZIS MARCHERONT FACE A LA MAISON KARL LIEBKNECHT... »

Personne ne veut le croire. La provocation est tellement claire, tellement monstrueuse, un dénouement sanglant tellement sûr, qu'on s'attend d'un moment à l'autre à un démenti de la part de la police. Le démenti ne vient pas. Les nazis défilent devant la maison « Karl Liebknecht ». Avec leurs drapeaux, avec leur musique, avec leurs chansons ils souilleront les rues du quartier prolétarien. Ils crieront : « A mort la Commune », face à la citadelle communiste. Ils chanteront : « Il faut rougir nos couteaux du sang des youpins », dans ce morceau de ghetto qu'est la Bulow Platz.

Dans les fabriques, dans les bureaux de pointage, dans les rues, dans les brasseries, les gosses à l'école, les femmes au marché, partout, partout, il n'existe d'autre conversation, que la marche des nazis le dimanche 22 janvier sur la Bulow Platz, devant la maison Karl Liebknecht, centrale du Parti communiste.

Ouvriers berlinois, crie la « Rote Fahne », obligez le gouvernement à reculer. Manifestez dans les fabriques, dans les

bureaux de pointage. Envoyez des lettres de protestation ! « Ouvriers socialistes : rappelez-vous que les communistes sont accourus à la défense du « Vorwärts » menacé, c'est votre tour maintenant ! »

Le P.C. fit tout : démarches pour une contre-manifestation. Démarches au Ministère de l'Intérieur pour arrêter la manifestation nazi. Réunion de la presse allemande et étrangère pour recevoir de « très importantes » déclarations de la fraction parlementaire. « Le P.C. rend responsables les autorités de ce qui se passera à la Bulow Platz et se réserve d'agir en conséquence si l'on verse le sang ouvrier... Il fit tout ; tout ce qui était menace, menace... et les anciens appels à la base par dessus les chefs. Il n'oublia que d'agir. Comme on sentait ces jours-là l'impuissance de cette politique fanfaronne et vide, face à un danger réel. Devant la maison Karl Liebknecht, de petites colonnes emmenées par les groupes communistes se renouvelaient. Le leader se séparait et faisait une petite harangue : « Envoyez des lettres de protestation au Préfet de Police. Causez avec les prolos nazis dans les usines. lors du pointage ! ». Et ils repartaient formés. Dans des petits groupes on discutait : « Ils n'oseront pas... Je parie qu'au dernier moment la police défendra la manifestation ». Un vieux : « Non, ils la feront. Ils ne peuvent plus reculer. Mais le sang coulera ». Les autres : « sûr que le sang coulera ».

C'était le samedi 21. Qu'arrivera-t-il le dimanche ? Le Parti social-démocrate, lui, est à cette occasion conséquent jusqu'au bout : « Cette provocation est possible parce que le P.C. maintient la classe ouvrière divisée ». Et dans son appel : « Les ouvriers socialistes sont des ouvriers disciplinés et, comme toujours, ne suivent que les directives de leurs chefs : les ouvriers socialistes s'abstiendront de manifester le dimanche ! » Et par-dessus le marché, les troupes Reichsbanner sont appelées, comme par hasard, à réaliser une longue marche d'exercice, lisez « d'éloignement », ce dimanche, en dehors de Berlin...

La presse libérale bourgeoise parle ouvertement de provocation, pas seulement au P. C. mais à toute la classe ouvrière. Le « Berliner Tageblatt » conseille à la police de revenir sur ses pas et de refuser aux nazis le droit de manifester le dimanche à la Bulow Platz, de ne pas se laisser entraîner par de fausses idées d'autorité.

La centrale des syndicats réformistes s'adresse au ministère de l'Intérieur, affirmant « que cette provocation envers la classe ouvrière pourrait avoir les plus graves conséquences ».

La presse de droite, alors (la D. A. Z.), organe de l'industrie lourde, et le gouvernement Schleicher commencent à s'émouvoir aussi.

La D. A. Z. déclare, le 21, « que les décisions rapides ne sont pas toujours des décisions de bon gouvernement ; que l'actuelle situation économique et sociale de l'Allemagne exige avant tout du calme, de la tranquillité, et que les victimes de la Bulow Platz (on est sûr d'avance qu'il y aura des victimes), ne vont pas, certainement, contribuer à les assurer ». Mais il ajoute : « Schleicher causera avec le ministre de l'Intérieur, Dr Bracht, et s'occupera personnellement de la manifestation de demain. On dit qu'il la défendra. Nous n'observons que ceci : le gouvernement apparaîtra comme reculant devant les menaces communistes. De toute façon, il faut apprendre en des occasions pareilles à bien méditer les résolutions. »

Schleicher cause avec son ministre. Celui-ci a besoin d'une heure pour lui démontrer qu'il n'y aura pas d'incidents : « La police est maîtresse de la situation », dira aussi expressément le Préfet de Police.

Alors, nouvel argument de la « Rote Fahne » : « Pour satisfaire le désir provocateur des nazis, le gouvernement va soumettre les agents de police à une corvée supplémentaire et exposer leur vie ! »

Notre propriétaire, une bonne petite bourgeoise, nous conseille de faire provision de vivres : « Le dimanche sera un jour sanglant. Les morts se compteront par dizaines. Il surgira des grèves, peut-être même la grève générale, il faut toujours se méfier des ouvriers. Suivez mon conseil, achetez des provisions... »

Dimanche matin. Pas moyen d'arriver jusqu'à la Bulow Platz. Les accès sont barrés par la police. La carabine à la main, les agents ferment les rues. Nous parcourons les groupes d'ouvriers qui se tiennent partout. On discute ferme. Qu'est-ce qu'on fera ? Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire ? Est-ce qu'on fera quelque chose ? Désorientation profonde.

La police parcourt les rues. Une auto blindée fait son apparition à grand fracas. Les bouches grises des quatre mitrailleuses sont saluées avec mépris par les ouvriers :

— Il leur faut ce truc-là pour venir chez nous...
— Qu'ils nous laissent manifester devant l'« Angrif » (journal fasciste de Goebels). Nous ne demandons pas à être protégés par des autos blindées.

— Il ne faudra pas non plus barrer les rues...
— Ni mettre des flics sur les toits...
L'indignation, la rage grondent dans le quartier.

Les trois flèches sur quelques boutonnières signalent des adhérents du « Front de Fer ». Ce sont des ouvriers socialistes. Ils discutent entourés de communistes.

— Une fois encore vos chefs font le jeu des fascistes. Ils vous ont dit de rester aujourd'hui chez vous. Ils ont éloigné les Reichsbanner. Nous voulons l'unité, nous voulons que vous luttiez avec nous...

Est-ce que vos chefs veulent l'unité ?...
— Nos chefs, nos chefs... C'est toujours la même chanson. Est-ce que les vôtres vous dirigent mieux ?... Que font aujourd'hui vos chefs ? Ils vous ont dit de venir ici crier : « Rot Front ». Vous criez, vous ne faites que crier...

Une colonne vient de se former. Tentative de manifestation. « A bas le gouvernement ! A mort Hitler ! »

Les flics accourent. Coups de matraque. Des fenêtres, tombent des huées sur les agents. Les carabines braquées sur les maisons, ceux-ci ordonnent : « Fermez les fenêtres ! Fermez les fenêtres ! »

On cause dans un groupe. Un vieil ouvrier signale les gens qui reviennent pour crier : « Les gosses... ça, ce n'est rien... On ne fera rien avec des cris. Où sommes-nous les 800.000 qui avons voté communiste ? Descendre de tous les quartiers, tomber sur la place où eux sont massés maintenant et les écraser comme des vers... comme des vers... ». Et ses doigts maigres écrasaient des vers.

— Le Parti doit avoir ordonné de se concentrer dans les quartiers, pour empêcher les nazis de partir vers la Bulow Platz...
— Le Parti a dit de se rassembler aux environs de la place pour manifester.

Qu'a-t-il dit réellement le Parti ? Des responsables nous ont confirmé ce dernier mot d'ordre.

Combien étions-nous sur le vaste périmètre qui entoure la Bulow Platz ? Trente mille, quarante mille, peut-être soixante mille. Mais on ne voyait que des groupes ; on causait, on criait jusqu'à l'arrivée de la police. Et c'est tout.

Rien que des groupes, des groupes impuissants. Berlin ouvrier n'avait pas répondu à l'appel du Parti Communiste. Dans le danger, le P. C. restait seul, n'avait pas la confiance de la masse. La bourgeoisie venait de le constater d'une façon décisive.

Vers cinq heures et demie, tout était fini. Les dernières colonnes nazis, presque invisibles derrière les colonnes policières qui les gardaient, abandonnaient le quartier de la Bulow Platz. Mieux qu'une manifestation nazi, on pouvait dire qu'une manifestation de la police, armée de toutes ses armes, avait eu lieu sur la place et ses environs. Dans cette remarque, les militants, de retour dans leurs maisons, puisaient une pauvre consolation.

Six heures du soir. Nous arrivons jusqu'à la maison « Karl Liebknecht ». Des flics armés de la carabine se tiennent encore sur le trottoir. Les mains vides, la défaite au cœur, nous parlons avec quelques ouvriers. Le cri qui a martelé nos oreilles toute la journée s'accroche encore à nos pas : « Circulez... circulez... circulez... ». Et encore à l'Alexander Platz, quelques nazis, deux, trois, isolés, qui s'en retournent, eux aussi, après leur « prouesse », passent entre les ouvriers. Ceux-ci les conspuent, les sifflent, et c'est tout...

Dans la tragédie allemande, la Bulow Platz fut un point culminant, un moment décisif.

Les chefs social-démocrates créeront cette justification scandaleuse qu'ils mirent en circulation : « Les communistes nous reprochent d'avoir livré, le 20 juillet, l'Etat de Prusse sans résistance, est-ce qu'eux ne se sont pas laissés sortir leur garde de la maison Karl Liebknecht par la police, de la même façon, le 22 janvier ? »

Les événements vont se dérouler maintenant à une vitesse accrue. Le 25, le Parti Communiste « réplique » par une manifestation antifasciste qui défile pendant quatre heures devant la maison Karl Liebknecht. Par un froid glacial, plus de 120.000 ouvriers sont venus des quartiers les plus éloignés de Berlin. Une jeunesse magnifique forme les cadres antifascistes.

Un entrain, un enthousiasme, une décision que nous n'avions jamais vue. Organisés par rues, par maisons, avec leurs banderoles, passent ces troupes ouvrières devant nous. De nouveau, quelle impression formidable ! Seulement, cette Bulow Platz... Et c'est l'impression qui nous donnera en entendant les fonctionnaires répéter, à l'arrivée de chaque colonne, face l'estrade où se tenait le C.C. du P.C., le cri : « Berlin rouge salue avec un triple Front Rouge le C.C. du P.C.A. qui a à son sommet le camarade Thaelman ! ».

**

Le 25, à Dresde, dans une salle où se tenait une réunion antifasciste convoquée par les communistes, la police tire sur les assistants tuant 9 ouvriers, en blessant 13. Ce fait incroyable est resté sans réponse véritable : on n'a pas pu déclencher la grève générale locale.

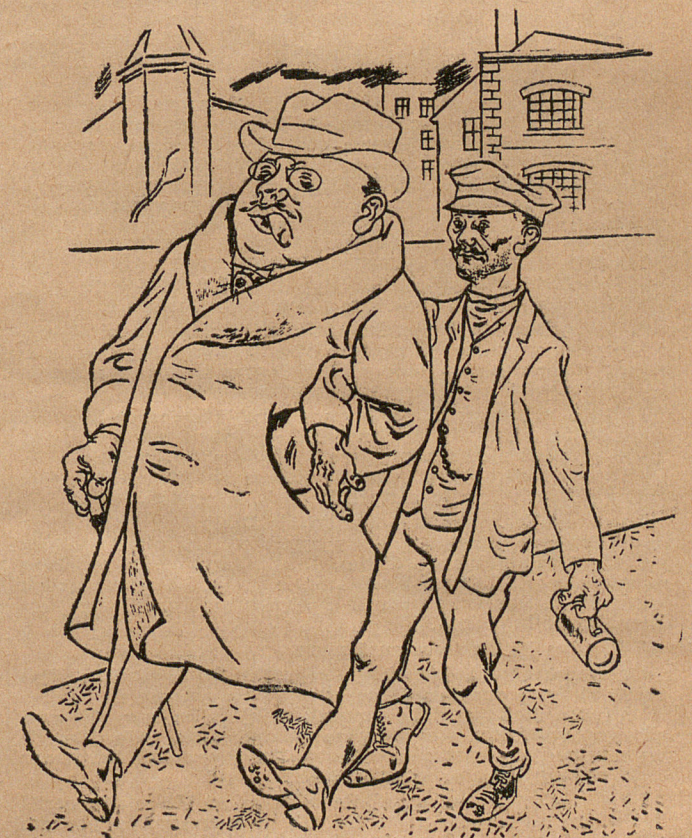
Schleicher demande à Hindenburg les pouvoirs pour dissoudre le Reichstag. Mais son sort était déjà réglé. Hindenburg les lui refuse et appelle von Papen. Commencent des pourparlers avec Hitler, Hugenberg, etc., qui semblent vouloir, comme les autres, trainer en longueur.

Le 29, le Parti social-démocrate affirme au Lustgarten de son côté, « répliquant » aussi à la provocation du 22 : « Berlin reste rouge ! ». « Social-démocrates, gardez votre discipline traditionnelle. Vous serez peut-être appelés à employer vos dernières énergies ». « Social-démocrates, soyez calmes ».

Mais, dans cette manifestation, un spectacle nouveau. Le S. A. P., formé dans une colonne indépendante, arborant le portrait de Rosa Luxembourg, appelle, dans un chœur parlé, inlassablement répété, au front unique : « S. P. D., K. P., S. A. P. doivent marcher ensemble ».

**

Et alors, sur l'insouciance de ces partis qui parlent d'un coup d'Etat sans le croire sérieusement, arrive comme une foudre, le lundi 30 janvier, la nouvelle : « Hitler Reichkanzler ! ».



(Dessin de George Grosz)

Ce même soir nous accourons à la « Masch », l'école marxiste du P. C. L'atmosphère est morne. Nous abordons anxieux les premiers camarades du P. C. « Que va-t-on faire ? » — « Que veux-tu qu'on fasse ? » — « Est-ce qu'on laissera Hitler s'installer au pouvoir ? » — « Qui peut l'en empêcher ? » — « Mais vous croyez que la classe ouvrière restera passive ? » — « Bien sûr... Peut-être, quelques grèves partielles. » — « Mais le Parti ? » — « Que peut faire le Parti ? »

Coup de massue. Mais nous essayons de leur dépeindre l'espoir immense, l'attente énorme, l'attention suprême avec lesquelles le prolétariat du monde entier suit leur attitude... Cela les déprime encore.

D'autres arrivent. Le cercle s'élargit. Il y a là des ouvriers de fabriques, des chômeurs, des étudiants. Il y a là, amertume, une rage d'impuissance atroce.

« NOUS N'AVONS PAS DE PARTI, NOUS N'AVONS PAS DES CHEFS ! QUE POUVONS-NOUS ? LE 20 JUILLET, LE PARTI APPELA A LA GREVE GENERALE, EST-CE QUE LES FABRIQUES SE SONT ARRETEES ? NOUS NE DECIDONS RIEN... SANS LES OUVRIERS SOCIALISTES, NOUS NE POUVONS RIEN. » D'AILLEURS, HITLER S'USERA VITE. IL NE POURRA TENIR SES PROMESSES. » — « HITLER SIGNIFIE LA GUERRE ET LA GUERRE SIGNIFIE LA REVOLUTION » — « LES NAZIS N'OSERONT PAS JETER LE PARTI DANS L'ILLEGALITE. » — « IL LE FERA, MAIS ÇA VAUT MIEUX. LE PARTI RESSORTIRA FORTIFIE. » — « LES MASSES ONT BESOIN DE CETTE EXPERIENCE NAZI. APRES ELLES VIENDRONT A NOUS. » Et l'un d'eux esquisse un fantastique schéma avec les Etats-Unis, la Pologne, la Roumanie... Non seulement, ils n'ont pas une idée commune, mais chacun d'eux a 4, 5 idées différentes qu'il exprime à tour de rôle... — « LE PARTI N'A PAS EU DE POLITIQUE. » — « TOUT ETAIT POUR LUI LE FASCISME. BRUNING C'ETAIT LE FASCISME, LA SOCIAL DEMOCRATIE C'ETAIT LE FASCISME, VON PAPEN C'ETAIT LE FASCISME, SCHLEICHER C'ETAIT LE FASCISME... » Un fonctionnaire intervient : « — OUI, ÇA A ETE LA POLITIQUE DE NEUMAN. ON L'A D'AILLEURS DEJA SEVEREMENT CONDAMNEE AU SEIN DU PARTI. »

Confusion, désarroi, manque total de confiance dans leur Parti, dans leurs chefs... Et sous nos yeux fond comme un morceau de sucre dans l'eau le formidable Parti communiste allemand, le premier parti de Berlin, la plus puissante Section de l'I. C.

Dans la rue, ce soir, à l'Alexander Platz, nous recevons, des mains de jeunes socialistes, la feuille extraordinaire que venait d'écrire la Social Démocratie. En la prenant nous demandons : — Et bien ?... — « JETZ. ABWARTEN ». C'est-à-dire : MAINTENANT ATTENDRE. Leur honteuse formule ! Dans la feuille, nous lisons : « Face au gouvernement de menace de coup d'Etat, la Social Démocratie et tout le Front de Fer se maintiennent AVEC LES DEUX PIEDS, SUR LE TERRAIN DE LA CONSTITUTION ET DE LA LEGALITE. LA SOCIAL DEMOCRATIE NE FERA PAS LE PREMIER PAS POUR EN SORTIR. » Les laquais, les fidèles laquais !...

A l'autre bout de Berlin, les nazis réalisent leur « héroïque » « marche sur Rome », promise il y a longtemps par leur Führer. Concentrés en hâte au Tier Garten, ils « conquièrent » Berlin, rentrant par la Porte de Brandenbourg.

La Rote Fahne du 31 portant un appel à préparer la grève générale est saisie. Le « Vorwaerts » prévient que « Faire la grève générale maintenant, serait gaspiller les munitions de la classe ouvrière, tirant dans le vide. » Les Syndicats réformistes prêchent : « Du sang-froid et de la prudence ».

Dans tous les quartiers ouvriers de Berlin, et à l'intérieur de l'Allemagne, les communistes organisent des manifestations qui n'ont pas beaucoup d'écho. Des chœurs parlés appellent dans quelques fabriques à préparer la grève. La manifestation que le P. C. convoque pour le 3 février au Lust Garten, est interdite par la police...

Hitler fixe les élections au 5 mars.

On emprisonne à Lübeck un député social démocrate. Une grève générale unanime d'une heure est la réponse de la classe ouvrière de Lübeck. La nouvelle a, à Berlin, une répercussion extraordinaire. Les ouvriers puisent dans cette étincelle un regain d'espoir et de confiance. De si peu doit se nourrir cette puissante classe ouvrière allemande !

Le 6 février, le cas se répète à Stassfurt. Le maire social démocrate de la ville a été tué. Et de nouveau, le jour des obsèques, une grève unanime ferme les usines et les magasins. Les ouvriers commentent avidement ces deux faits, se

rappellent 1918-19, et disent : « TOUT N'EST PAS ENCORE PERDU. LES CHOSES PEUVENT COMMENCER COMME ÇA, PETIT A PETIT. LES GREVES PEUVENT DEFERLER DE VILLE EN VILLE. UNE FLAMME ICI, UNE AUTRE LA, ET L'INCENDIE PEUT GAGNER TOUTE L'ALLEMAGNE. »

Le 7, première et dernière réunion de masses sous Hitler, à Berlin. La Social démocratie manifeste au Lust Garten. Le chef de la fraction communiste au Reichstag, député Torgler, demande l'autorisation de lire devant les masses socialistes un appel de Front unique que leur adresse le P. C. On le lui refuse, et l'incident, qu'on ne connaîtra qu'au lendemain, est clos. Otto Wells défend dans son discours la politique de la social démocratie depuis 1918, et finit disant aux masses : « LE PEUPLE AURA L'OCCASION, LE 5 MARS, DE PRENDRE, DE NOUVEAU, SON DESTIN DANS SES MAINS ! » Trois « Freiheit » saluent le discours du chef socialiste. Leur écho n'est pas encore éteint, et de l'autre côté de la place, un puissant « ROT FRONT », qui, crié par des milliers de voix, éclate comme un tonnerre. Mouvement, surprise : — « LES COMMUNISTES SONT LA... » — « UNIS... ON MARCHE ENSEMBLE... » — « CES GENS NE VIENNENT QUE POUR FAIRE DU DESORDRE... » — « NE DIS PAS DE BETISES. » — « L'UNITE... L'UNITE... » — « TOUS LES OUVRIERS COMMUNISTES DEVRAIENT VOTER LA LISTE SOCIAL DEMOCRATE C'EST SUR QUE LEUR PARTI SERA DECLARE ILLEGAL. »

Künstler, un des chefs socialistes, dit quelques mots : « — MES FRERES, MES SCEURS, N'AFFAIBLISSEZ PAS CETTE MAGNIFIQUE DEMONSTRATION PAR DES INCIDENTS. ET SURTOUT, NE VOUS LAISSEZ PAS PROVOQUER LA VIE ET LA SANTE DES OUVRIERS BERLINOIS NOUS SONT TROP CHERES POUR LES METTRE EN JEU A LA LEGERE. IL FAUT LES GARDER POUR LE JOUR DE LA LUTTE. » Et maintenant chantons notre marche socialiste :

« Nous ne combattons pas avec les armes des barbares.

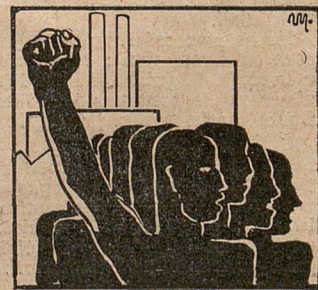
Nous ne voulons des fusils, nous ne voulons des lances

Le drapeau du droit, l'épée spirituelle,

Nous conduisent au triomphe. »

La réunion est finie. On commence à se retirer. On entend encore quelques cris : « FRONT UNIQUE... » « L'UNITE... » Un groupe de militants, au cri de : « A MORT, HITLER... » « A BAS LE GOUVERNEMENT... » prend par la Brudersstrasse. Ils sont de plus en plus nombreux. Ils avancent maintenant par la large Rosstrasse. Ils ont rempli la rue, ils ont rempli les trottoirs, les gens accourent de tous les côtés, c'est un véritable fleuve qui coule sans arrêt. Les flics les regardent passer sans intervenir. On y voit sur les boutonnières, les trois flèches, la faucille et le marteau : « A BAS LE GOUVERNEMENT... » « ROT FRONT... » « FREIHEIT... » « A MORT HITLER... » « BERLIN RESTE ROUGE ». Dans les coins, on commente, surpris : « ILS MARCHENT ENSEMBLE ». — « S. P. D. ET K. P. D. SE SONT UNIS. » — « DIEU SOIT BENI, NOUS NE CRAIGNONS PAS MAINTENANT AUCUN HITLER. » C'est une petite vieille qui dit ça. Elle lève le poing : « ROT FRONT », et ses yeux sont pleins de larmes. Ils avancent toujours. Ils ont pris maintenant la Dresdenerstrasse. Devant un local nazi se tiennent quatre schupos. On voit un amas de chemises brunes se pressant contre les vitres de la porte fermée. Et on assiste à cette chose extraordinaire : le 7 février, une manifestation illégale, spontanée, dans laquelle marchent ouvriers socialistes et communistes, sous le gouvernement d'Hitler, crie aux oreilles des nazis enfermés dans leur local et gardés par quatre schupos : « A MORT HITLER... » « A BAS LE GOUVERNEMENT FASCISTE... »

JUAN RUSTICO.



La Commune

Le programme de la Commune
(Extraits de la proclamation du 17 avril 1871)

La reconnaissance et la consolidation de la République, seule forme de gouvernement compatible avec les droits du peuple et le développement régulier et libre de la Société.

L'autonomie absolue de la commune étendue à toutes les localités de France et assurant à chacune l'intégralité de ses droits et à tout Français le plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes, comme homme, citoyen et producteur.

L'autonomie de la commune n'aura pour limites que le droit d'autonomie égal pour toutes les autres communes adhérentes au contrat, dont l'association doit assurer l'Unité française.

Les droits inhérents à la commune sont :
Le droit du budget communal, recettes et dépenses ; la fixation et la répartition de l'impôt, la direction des services locaux, l'organisation de sa magistrature, de la police intérieure et de l'enseignement, l'administration des biens appartenant à la commune ;

Le choix par l'élection ou le concours, avec la responsabilité et le droit permanent de contrôle et de révocation, des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous ordres ;

La garantie absolue de la liberté individuelle et de la liberté de conscience ;

L'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées, la libre défense de leurs intérêts ; garanties données à ces manifestations par la commune, seule chargée de surveiller et d'assurer le libre exercice du droit de réunion et de publicité ;

L'organisation de la défense urbaine et de la garde nationale, qui élit ses chefs et veille seule au maintien de l'ordre dans la cité.

Paris ne veut rien de plus, à titre de garanties locales, à condition, bien entendu, de retrouver, dans la grande administration centrale, délégation des communes fédérées, la réalisation et la pratique des mêmes principes.

L'Unité, telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'empire, la monarchie, le parlementarisme, n'est que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire ou onéreuse.

L'Unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles en vue d'un but commun, le bien-être, la liberté, la sécurité de tous.

La Révolution communale, commencée par l'initiative populaire le 18 mars, inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique.



L'agonie et la curée

Nous extrayons du *Moniteur des Communes*, journal officiel des Versaillais, numéro du 1^{er} juin 1871, deux des derniers appels adressés au prolétariat parisien par les communalards. On appréciera le commentaire versaillais ; il justifie pleinement l'inquiétude et le courage désespéré qu'expriment la deuxième proclamation. On connaît, d'ailleurs, l'horrible et abject bilan de la répression.

Voici la dernière affiche émanant du Comité Central qui a été affichée sur les murs de Paris dans la journée du 24 mai :

COMITE CENTRAL

Soldats de l'armée de Versailles,
Nous sommes des pères de famille,
Nous combattons pour empêcher nos enfants d'être un jour comme vous sous le despotisme militaire,
Vous serez, un jour, pères de famille. Si vous tirez sur le peuple aujourd'hui, vos fils vont maudiront comme nous maudissons les soldats qui ont déchiré les entrailles du peuple en juin 1848 et en décembre 1851.

Il y a deux mois, au 18 mars, vos frères de l'armée de Paris, le cœur ulcéré contre les lâches qui ont vendu la France, ont fraternisé avec le peuple : Imitiez-les.

Soldats, nos enfants et nos frères, écoutez bien ceci, et que votre conscience décide.

Lorsque la consigne est infâme, la désobéissance est un devoir !

3 prairial an 79.

Le Comité central.

Ce dernier cri des liges qui ont brûlé Paris mérite d'être recueilli par l'histoire.

Ainsi, ces bandits, à l'heure même où ils préparaient le crime épouvantable qui a détruit la capitale de la France, se proclamaient pères de famille.

Un odieux mensonge et un appel à la trahison, c'est ainsi que se résument les adieux du Comité central.

Voici une proclamation empruntée au dernier numéro du *Salut public*, l'un des organes les plus violents de la Commune, dont le directeur, M. Gustave Maroteau, n'a pas cessé pendant deux mois de prêcher le meurtre et l'incendie :

Citoyens,

La trahison a ouvert les portes à l'ennemi ; il est dans Paris ; il nous bombarde, il tue nos femmes et nos enfants.

Citoyens, l'heure suprême de la grande lutte a sonné. Demain, ce soir, le prolétariat sera retombé sous le joug ou affranchi pour l'éternité. Si Thiers est vainqueur, si l'Assemblée triomphe, vous savez la vie qui vous attend : le travail sans résultat, la misère sans trêve. Plus d'avenir ! Plus d'espoir ! Vos enfants que vous aviez rêvés libres resteront esclaves ; vos filles, que vous aviez vues belles et chastes, vont rouler flétries dans les bras de ces bandits.

« Aux armes ! aux armes !

Pas de pitié.

« Fusillez ceux qui pourraient leur tendre la main !

« Si vous étiez défaits, ils ne vous épargneraient point. Malheur à ceux qu'on dénoncera comme les soldats du droit ; malheur à ceux qui auront de la poudre aux doigts ou de la fumée sur le visage.

Feu ! Feu !

Pressez-vous autour du drapeau rouge sur les barricades, autour du Comité de salut public.

Il ne vous abandonnera pas.

Nous ne vous abandonnerons pas non plus. Nous nous battons avec vous jusqu'à la dernière cartouche, derrière le dernier pavé.

« Vive la République ! Vive la Commune ! vive le Comité de salut public ! »

Directeur politique : Gustave MAROTEAU.

Les soldats fusillèrent
20.000 personnes (Lissagaray)

... De la Qualification

(Suite de la page 6)

Le théâtre révolutionnaire dispose — dans la région parisienne tout au moins — d'une gamme de moyens, de variétés, de tendances déjà suffisante pour satisfaire aux besoins primordiaux. La crainte d'une légère perte de temps pour la qualification de nos divers instruments est une mauvaise raison. Certes, ce serait une perte de temps à inscrire au poste « activité superficielle de l'année en cours ». Mais dont on retrouverait la contre-partie au poste « activité en profondeur », dont le bilan ne s'établit pas devant un congrès tous les douze mois, mais ressort à l'examen historique de la vie révolutionnaire... qui ne retient que ce qui est utile et ne collectionne pas les gestes symboliques comme un brocanteur les boîtes d'allumettes vides.

Et puis, il y a les besoins généralement considérés comme secondaires... et dont celui d'avoir des troupes et des spectacles aptes à intéresser le prolétariat éloigné de nous n'est pas le moindre.

Tel groupe peut, en trois semaines monter une œuvre de qualité que tel autre mettra six semaines à préparer. Cela dépend de la composition de la troupe, de sa façon de travailler, de son entraînement, de l'assiduité de ses membres, de leurs possibilités personnelles, de la richesse ou de la pauvreté du répertoire, du public habituel, des capacités des animateurs, etc., etc... Et c'est à notre sens inévitable, et dans certains cas souhaitable. L'inégalité des moyens déterminant l'inégalité de la production n'est pas préjudiciable au mouvement. Ce qui le bride, ce qui l'opprime, c'est le refus tacite de travailler comme il faut.

Nous ne nous entêtons pas à « rêver » d'un ensemble du théâtre ouvrier qui présenterait l'aspect uniforme d'un mouvement parfait.

Chaque troupe existante, avec ses particularités, ses forces et ses faiblesses propres est utile à l'ensemble.

Ce qui n'est pas utile du tout, c'est que l'ensemble soit jalousement attaché à sa faiblesse technique.

Aussi nous entêtons-nous, par contre, à préconiser sans relâche la qualification du travail pour tous. Aussi bien en vue de la modeste et populaire goguette dans les arrière-salles de café, qu'en vue de la « grande fête artistique » devant des milliers de spectateurs. Aussi bien pour la minorité consciente du prolétariat que pour son immense majorité inconsciente. Aussi bien pour le travailleur de l'usine que pour celui du bureau.

La qualification dont le terme est maintenant sur bien des bouches — à défaut d'être dans tous les esprits — résoudra selon nous la crise d'inquiétudes et de contradictions du théâtre révolutionnaire.

Et elle le conduira vers son issue naturelle : le théâtre collectif.

Roger Legris.

memento des revues

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Revue bi-mensuelle du Syndicalisme Révolutionnaire. Au sommaire du n° du 10 mai : Robert Louzon : Le « Drang nach Osten » et la revision des traités ; Max Cherton : Le redressement du mouvement syndical belge est-il possible ? ; M. Chambelland : La renaissance du syndicalisme, etc.

REVOLTE

Revue mensuelle socialiste (S.F.I.O.), n° 17-18 mars-avril : L. Laurat : Réexions sur un cinquantenaire ; Inédits de Karl Marx : Entre Strauser et Feuerbach. — Economie Nationale et Philosophie. — De l'Idéologie Allemande ; Jean Itard : L'éducation politique du Prolétariat. — L. Laurat : La théorie marxiste de la valeur et le capitalisme contemporain, etc.

LES CAHIERS DU BOLCHEVISME

Revue Communisme (S.F.I.C.), 15 mai : La seconde mort de la II^e Internationale. — Lafarge : La boucherie de Fourmies. — Karl Radék : Comment Hitler est arrivé au pouvoir ? — Mourre : Après les élections de Boulogne. — G. Vally : les méthodes de calcul des salaires. — N. Loukine : Marx et la Commune, etc.

L'ETUDIANT MARXISTE

Signalons cet intéressant journal mensuel des étudiants belges (4, rue de Ruysbroek, Bruxelles). Au sommaire du n° de mai : Signification du 1^{er} mai 1933. — Un très intéressant article sur l'expérience allemande. — L'antisémitisme, remède capitaliste à la crise. — Front unique. — Au secours des étudiants cubains.

Une conférence de plus...

Chacun sait que dans quelques jours, à Londres, se réuniront des délégués de toutes les nations du monde. Ils essaieront de redonner au commerce, à l'industrie, à la Bourse, la vitalité qu'ils n'auraient jamais dû perdre (?)

Cette conférence est du type même de la conférence classique que nous sommes habitués à contempler chaque année depuis 1919.

Elle est la suite de toutes les conférences de Stresa, de Lausanne et, comme elles, elle n'apportera à notre monde capitaliste qu'une première illusion suivie d'un désespoir profond, qui suscitera à nouveau une autre conférence qui se tiendra à Rome, Berlin, Paris ou Carpentras.

Le but était, primitivement, le redressement du commerce international par l'abaissement des barrières douanières, mais par la suite la chose se compliqua du fait de la dévalorisation des monnaies, jusqu'à présenter les plus solides, entre autres le dollar.

L'on se souvient facilement de la petite histoire de la suppression de l'étalon-or. Puis le Président Roosevelt se fait accorder les pleins pouvoirs et redonne aux Etats-Unis la « confiance » qui permettra à son capitalisme de sombrer un peu plus tôt !

Puis ce furent les voyages des « deux amis », Mac Donald et Herriot au pays de la Rationalisation. Le résultat de ces voyages furent nuls et rappelèrent l'émouvante arrivée de P. Laval l'an dernier. Rien à retenir de sérieux de ces négociations préparatoires à la Conférence de Londres.

La grande presse capitaliste, le « Temps » en tête, a dû espérer beaucoup de Londres, et si ces heureux papiers n'avaient pas été signés L. Romier, l'éminent économiste bourgeois, nous serions enclins à nous laisser bercer par d'aussi douces illusions. Mais nous sommes si habitués aux reniements de « l'équipe » du « Temps », que nous ne serions pas étonnés, lorsque, reconnaissant l'imopportunité et les résultats de ladite Conférence, s'ils déclaraient dans leurs colonnes que toutes les erreurs commises l'ont été sous l'empire du socialisme ou du marxisme.

Et pourtant je voudrais citer quelques paroles... qui me furent prononcées par un député de la majorité, un radical-socialiste fidèle à la maison de la rue de Valois, économiste distingué de ses collègues.

« La Conférence de Londres n'apportera rien de nouveau sur le plan de l'économie mondiale, car chacun partira là-bas avec un mandat impératif qui ne défendra que ses intérêts propres. »

Le délégué français contre, sans aucun doute, le délégué anglais, aura à soutenir la thèse radicale qui déclare « pas de réduction des tarifs douaniers tant que l'on n'aura pas stabilisé la monnaie mondiale ». L'affaire paraît très simple, pourquoi alors déléguer là-bas, des techniciens parmi lesquels je regretterais l'absence des Lucien Romier, Roger Nathan et autres A. L. Jeune.

La thèse anglaise, soutenue par Norman Davis, le délégué américain, soit l'inflation mondiale, s'opposera donc à la thèse française qui est admise en Europe par la Petite Entente, soit la déflation progressive. Nous savons que cette dernière est la position chère à Monsieur Bonnet.

Si l'inflation triomphe, l'on reviendra aux erreurs passées et pour la classe ouvrière du monde entier le résultat sera toujours le même : La déflation de la petite bourse.

Et si la déflation reprend ses droits, l'on assistera comme le disait Blum au « dégonflement » de tout le commerce et au ralentissement de toute l'exportation ! Là encore le résultat est identique pour le prolétariat qui verra une fois de plus que la déflation amène immédiatement la chute de son salaire, seul moyen d'assurer sa vie.

Les revendications ouvrières, celles que la F. S. I. je crois, déposera sur le bureau de la Conférence, sont bien petites à côté des revendications de l'Internationale d'argent, si petites même que sans aucun doute, on ne les apercevra même pas.

Elles devraient être de l'ordre suivant : semaine de 40 heures, avec un plan international de travaux publics.

L'annulation des dettes de guerre, mais ceci est chose à part, dont il sera question, si je suis bien informé, lors de parlottes, entre d'une part les nations débitrices et d'autre part les Etats-Unis, mais à côté de la Conférence.

La suppression des barrières douanières afin de libérer le commerce international de ses entraves et aussi la stabilité monétaire mondiale, ce qui en est le sujet épineux.

Mais vous verrez qu'aucun des intérêts du prolétariat ne sera défendu à la Conférence internationale de Londres et pourtant l'on devrait pouvoir en tirer quelques leçons que je m'efforcerais de vous montrer par la suite ; ne serait-ce que celle-ci : la mort du Commerce et de l'Entente Economique Internationale doit hâter la fin de leur seule cause : le Régime capitaliste.

Jean Naudin.

Le Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris (2^e)